

L'an deux mille seize le vingt-sept juin, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 27 JUIN 2016

Date de convocation : 21 juin 2016

Affiché le : 1er juillet 2016

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 41 (délibérations n° 53 à 73), 40 (délibérations n°49 à 52, n°74 à 77, n°79 à 86), 39 (délibérations n°78 et de 87 à 98), 38 (délibérations n°99 à 102), 37 (délibérations n°103 à 109)

Nombre de votants : 58 (délibérations n°54 et 57 à 77), 57 (délibérations n°50, 53, 55, 56 et 78 à 86) 56 (délibérations n°49, 51, 52, 87 à 98), 54 (délibérations n°99 à 109)

Nombre d'absents excusés : 2 (délibérations n°53 à 77), 3 (délibérations n°49 à 52 et de 78 à 86), 4 (délibérations n°87 à 98), 6 (délibérations n°99 à 109)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO – Stéphane GAUBLAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : pouvoir Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU à partir de la délibération n°79-16 – Joël BOTREAU – Jean-François SENAC – Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE jusqu'à la délibération n°102-16 incluse – Alain DÉFOSSÉ jusqu'à la délibération n°77-16 incluse Crillon le Brave : pouvoir Flassan : excusé Gigondas : Christian MEFFRE jusqu'à la délibération n°86-16 incluse (suppléant d'Éric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRÈS à partir de la délibération n°53-16 La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT jusqu'à la délibération n°73-16 incluse Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan: Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : pouvoir Sarrians: Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT jusqu'à la délibération n°98-16 incluse.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE à Guy REY - Bernard CHARRASSE à Dominique BODON - Nathalie REYNARD à Luc REYNARD - Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD - Christiane MARCHELLO-NIZIA à Bernard BOSSAN - Yvette GUIOU à Serge ANDRIEU jusqu'à la délibération n°78-16 incluse - Pauline DREANO à Hélène CABASSY - Caroline BALAS à Jean-Pierre CAVIN - Gérard ROLLAND à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Guy GIRARD à Bruno GANDON - Francis JULLIEN à Ghislain GRICOURT - Bénédicte MARTIN à Gilles VÈVE - Louis BONNET à Pascal BOUREZ - André AIELLO à Jérôme BOULETIN - Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET - Joseph BERNHARDT à Gaby BEZERT de la délibération n°74-16 à la délibération n°98-16 incluse - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD à partir de la délibération n°103-16.

ABSENTS EXCUSÉS : Karine GUEZ - Michel JOUVE - Jean-Paul ANRÈS jusqu'à la délibération n°52-16 incluse - Alain DÉFOSSÉ à partir de la délibération n°78-16 - Christian MEFFRE à partir de la délibération n°87-16 - Gaby BEZERT à partir de la délibération n°99-16 ainsi que Joseph BERNHARDT, son pouvoir étant devenu caduc.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : François ILLE

Délibérations n°49-16 à 109-16

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

Conseil de communauté de la CoVe du 27 juin 2016

Délibération n°107-16

Direction des services techniques - Service transport

Objet : Mise en accessibilité des arrêts de bus « Gandié » à Carpentras : convention avec la commune

Le Conseil de communauté,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics,

Vu la délibération de la CoVe n° 210-15 du 14 décembre 2015, approuvant le schéma directeur d'accessibilité, agenda programmé, prévoyant la mise en accessibilité prioritaire des arrêts de bus dont l'arrêt dénommé Gandié à Carpentras,

Vu le projet de convention bipartite, entre la CoVe, autorité organisatrice des transports, et la ville de Carpentras assurant la maîtrise d'ouvrage des travaux,

Vu l'avis de la commission transport du 14 juin 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'accessibilité,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention entre la ville de Carpentras et la CoVe organisant le partenariat technique et financier de la mise en accessibilité de l'arrêt Gandié portant la participation financière de la CoVe à 13 086,16€ HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 2041 412 du budget principal, Fonction 815.

Article 3 : D'AUTORISER le président de la CoVe à signer tous actes y afférents.

Transmis en Préfecture le : 01 JUIL. 2016

Publication par affichage le : 01 JUIL. 2016

Exécutoire le : 01 JUIL. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DES ARRÊTS DE BUS GANDIÉ – CARPENTRAS

CONVENTION PARTENARIALE & FINANCIÈRE

Entre les soussignés :

La Commune de Carpentras, dont le siège est situé place Maurice Charretier à Carpentras, représentée par son 1^{er} Adjoint, Monsieur Serge ANDRIEU, en vertu de sa délégation de signature, et autorisé à signer par délibération n° du Conseil municipal du 14 juin 2016, ci-après dénommée « la commune de Carpentras »,
d'une part,

Et

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085 84203 CARPENTRAS Cedex, représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer par délibération n°107-16 du Conseil de communauté du 27 juin 2016, ci-après dénommée « la CoVe »,
d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la rénovation du secteur de la gare de Carpentras, la commune de Carpentras s'est engagée dans des travaux d'aménagement d'espaces publics sur le boulevard Pasteur, l'avenue de la gare et l'avenue Wilson. Au niveau de la phase 2 qui concerne l'aménagement de l'avenue de la gare le projet reprend l'aménagement de deux arrêts de bus nommés Gandié. Dans le cadre du schéma directeur d'accessibilité – agenda d'accessibilité programmée, la CoVe a programmé la mise en accessibilité d'arrêts de bus prioritaires dont celui de Gandié à Carpentras. Ce projet de mise en accessibilité de l'arrêt s'inscrit dans le projet architectural global de la ville sur cette avenue.

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les deux collectivités publiques impliquées dans cette opération unique, sous maîtrise d'ouvrage de la commune de Carpentras, en fixant les modalités techniques et financières de ce partenariat, conformément au devis joint en annexe 1 de la présente convention.

Les travaux concernent :

- la création de deux quais de bus accessibles de part et d'autre de la chaussée ;
 - la reprise de l'ensemble des bordures et des revêtements de surface (béton, enrobé) nécessaire à cet aménagement ;
 - la mise en place de la signalisation verticale et horizontale spécifique à cet arrêt de bus.
- N.B. : La pose des poteaux d'information clientèle sera effectuée directement par la CoVe.

ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE

Pour l'ensemble des travaux énumérés à l'article premier, la commune de Carpentras assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

La commune de Carpentras n'engagera les travaux qu'après accord de la CoVe sur le projet d'exécution qui devra répondre aux prescriptions de la « Charte d'aménagement et d'équipement des points d'arrêts » qui a été adoptée par le Conseil communautaire de la CoVe le 14 décembre 2015 (annexe 1 du Schéma Directeur d'Accessibilité du réseau de transport).

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DES DEUX SIGNATAIRES

Les deux signataires assurent pour la partie qui les concerne :

- La vérification de la cohérence générale de la conception du projet, son dimensionnement général et son adaptation aux caractéristiques physiques du site,
- La vérification de la conformité du projet d'exécution aux règles de l'art.

Par la présente convention, la CoVe s'engage à :

- Faciliter le travail de la commune de Carpentras, en lui donnant accès à toutes informations utiles à la réalisation de l'opération,
- Collaborer activement pendant la phase des travaux,
- Assister à la réception des travaux et des ouvrages.

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

ARTICLE 4 : CONTENU DE LA MISSION DE LA COMMUNE DE CARPENTRAS

La mission de la commune de Carpentras comprend notamment :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés,
- La préparation, la passation, la signature et la gestion de tous les marchés nécessaires, le versement de la rémunération aux prestataires,
- La notification à la CoVe du coût prévisionnel des travaux tel qu'il ressort des marchés attribués (pour la partie la concernant),
- La direction, le contrôle et la réception des travaux,
- La gestion technique du chantier, avec notamment la tenue d'un carnet relatant les éventuels incidents survenus,
- La gestion financière et comptable de l'opération et la perception du recouvrement de la quote part de la CoVe,
- La gestion administrative,
- Les actions en justice, notamment en cas de recours après réception des ouvrages,
- Et d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE PASSATION DES CONTRATS

Pour les besoins de l'opération, la commune de Carpentras lancera les marchés nécessaires dans les conditions prévues au Code des Marchés Publics.

ARTICLE 6 : DATE et DURÉE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux est programmé pour le premier semestre 2016 pour une durée prévisionnelle de 3 mois.

ARTICLE 7 : RÉCEPTION DES TRAVAUX ET REMISE DES OUVRAGES

La CoVe devra être présente au moment de la réception des travaux et de la levée des réserves pour contrôler la conformité des travaux au programme établi. La commune de Carpentras s'engage à porter au procès-verbal de réception toutes les réserves émises par la CoVe.

Un procès verbal contradictoire de remise de cet ouvrage sera établi à cette occasion.

La signature du procès verbal contradictoire rétablira les collectivités partenaires dans leurs compétences respectives, sur les ouvrages concernés.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS ET RÉPARTITIONS FINANCIÈRES

La répartition entre les deux collectivités du coût des travaux relatifs à la mise en accessibilité du point d'arrêt, s'effectuera dans la proportion de 80 % pour la CoVe, et de 20 % pour la commune de Carpentras.

- **8.1 Montant estimatif des travaux**

Le montant des remboursements des frais est déterminé comme suit :

- Le devis estimatif fait apparaître sans ambiguïté le coût relatif à l'aménagement sus visé.
- Ce détail est augmenté de 5 %, pourcentage relatif aux frais de maîtrise d'œuvre.

- **8.2 Participation financière**

Le montant prévisionnel des travaux qui seront à la charge de la CoVe, est estimé au stade des marchés de travaux :

TRAVAUX 15 578,95€ HT, part CoVe 80% soit 12463,16€

MOE 5% de la quote part de la CoVe, soit 623€ HT

TOTAL HT 13 086€

soit 13 086,32€
soit 623,16€ HT

Le montant effectif sera recalculé définitivement sur le montant de la maîtrise d'œuvre et des travaux réellement exécutés (avenant éventuels compris).

N.B. : Ce montant ne pourra pas excéder 10% du montant prévisionnel.

La CoVe se libèrera des sommes dues à la commune de Carpentras sur présentation du Décompte Général et Définitif de l'opération (MOE + Travaux).

- **8.3 Frais de maîtrise d'ouvrage**

En contrepartie de la participation financière de la CoVe et après toutes formalités administratives et techniques remplies, la commune de Carpentras s'engage à assurer, à ses frais, la maîtrise d'ouvrage de l'opération nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte bus.

ARTICLE 9 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT

La commune de Carpentras procédera aux appels de fonds à l'issue des travaux auxquels seront joints les justificatifs des dépenses.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution des obligations prévues au contrat par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 11 : LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. À défaut d'accord, les litiges feront l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nîmes.

Établi en 2 exemplaires originaux

À Carpentras, le

À Carpentras, le

Pour la Mairie de Carpentras,
Le premier adjoint

Pour la CoVe
Le Président,

Serge ANDRIEU

Francis ADOLPHE

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

L'an deux mille seize le vingt-sept juin, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 27 JUIN 2016

Date de convocation : 21 juin 2016

Affiché le : 1er juillet 2016

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 41 (délibérations n° 53 à 73), 40 (délibérations n°49 à 52, n°74 à 77, n°79 à 86), 39 (délibérations n°78 et de 87 à 98), 38 (délibérations n°99 à 102), 37 (délibérations n°103 à 109)

Nombre de votants : 58 (délibérations n°54 et 57 à 77), 57 (délibérations n°50, 53, 55, 56 et 78 à 86) 56 (délibérations n°49, 51, 52, 87 à 98), 54 (délibérations n°99 à 109)

Nombre d'absents excusés : 2 (délibérations n°53 à 77), 3 (délibérations n°49 à 52 et de 78 à 86), 4 (délibérations n°87 à 98), 6 (délibérations n°99 à 109)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : pouvoir Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU à partir de la délibération n°79-16 - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE jusqu'à la délibération n°102-16 incluse - Alain DÉFOSSÉ jusqu'à la délibération n°77-16 incluse Crillon le Brave : pouvoir Flassan : excusé Gigondas : Christian MEFFRE jusqu'à la délibération n°86-16 incluse (suppléant d'Éric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRÈS à partir de la délibération n°53-16 La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT jusqu'à la délibération n°73-16 incluse Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Lorient du Comtat : Gérard BORGIO - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : pouvoir Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT jusqu'à la délibération n°98-16 incluse.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE à Guy REY - Bernard CHARRASSE à Dominique BODON - Nathalie REYNARD à Luc REYNARD - Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD - Christiane MARCHELLO-NIZIA à Bernard BOSSAN - Yvette GUIOU à Serge ANDRIEU jusqu'à la délibération n°78-16 incluse - Pauline DREANO à Hélène CABASSY - Caroline BALAS à Jean-Pierre CAVIN - Gérard ROLLAND à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Guy GIRARD à Bruno GANDON - Francis JULLIEN à Ghislain GRICOURT - Bénédicte MARTIN à Gilles VÈVE - Louis BONNET à Pascal BOUREZ - André AIELLO à Jérôme BOULETIN - Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET - Joseph BERNHARDT à Gaby BEZERT de la délibération n°74-16 à la délibération n°98-16 incluse - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD à partir de la délibération n°103-16.

ABSENTS EXCUSÉS : Karine GUEZ - Michel JOUVE - Jean-Paul ANRÈS jusqu'à la délibération n°52-16 incluse - Alain DÉFOSSÉ à partir de la délibération n°78-16 - Christian MEFFRE à partir de la délibération n°87-16 - Gaby BEZERT à partir de la délibération n°99-16 ainsi que Joseph BERNHARDT, son pouvoir étant devenu caduc.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : François ILLE

Délibérations n°49-16 à 109-16

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

Conseil de communauté de la CoVe du 27 juin 2016

Délibération n°108-16

Direction des services techniques - Service transport

Objet : Mise en accessibilité des arrêts de bus « La Mède » à Aubignan : convention avec la commune

Le Conseil de communauté,

Vu les statuts de la CoVe portant compétence en matière de transports publics,

Vu la délibération de la CoVe n°210-15 du 14 décembre 2015, approuvant le schéma directeur d'accessibilité, agenda programmé, prévoyant la mise en accessibilité prioritaire des arrêts de bus dont l'arrêt dénommé « La Mède »

Vu le projet de convention bipartite, entre la CoVe, autorité organisatrice des transports, et la ville d'Aubignan assurant la maîtrise d'ouvrage des travaux,

Vu l'avis de la commission transport du 14 juin 2016,

Entendu le rapport du vice-président délégué à l'accessibilité,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : D'APPROUVER la convention entre la ville d'Aubignan et la CoVe organisant le partenariat technique et financier de la mise en accessibilité de l'arrêt de bus « La Mède » pour une participation financière de la CoVe d'un montant de 12 000€ HT.

Article 2 : DE PRÉCISER que les crédits correspondants sont inscrits à l'article 2041 412 du budget principal, Fonction 815.

Article 3 : D'AUTORISER le président de la CoVe à signer tous actes y afférents.

Transmis en Préfecture le : 01 JUIL. 2016

Publication par affichage le : 01 JUIL. 2016

Exécutoire le : 01 JUIL. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016



TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DE L'ARRÊT DE BUS « La Mède » – AUBIGNAN

CONVENTION PARTENARIALE & FINANCIÈRE

Entre les soussignés :

La Commune d'Aubignan, dont le siège est situé à Aubignan, Hôtel de Ville, rue Baroncelly de Javon, représentée par son Maire, Monsieur Guy REY, mandaté à cet effet par délibération du n° 2016-223 conseil municipal du 26 mai 2016, ci-après dénommé « La Commune d'Aubignan »,
d'une part,

Et

La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, dont le siège est situé 1171 avenue du mont Ventoux, à Carpentras, représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé à signer par délibération n°108-16 du conseil de communauté du 27 juin 2016, ci-après dénommé « La CoVe »,
d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

PRÉAMBULE :

La Commune d'Aubignan souhaite mettre en place un abri bus sur l'arrêt dénommé « la Mède » sis route de Carpentras et associe la communauté d'agglomération dans sa compétence transport, pour la mise en accessibilité de cet arrêt implanté de part et d'autre de la voie.

Dans le cadre du schéma directeur d'accessibilité – agenda d'accessibilité programmée, la CoVe a programmé des aménagements d'arrêts de bus prioritaires dont celui de la Mède à Aubignan. En parallèle de la mise en accessibilité des arrêts (un dans chaque sens de circulation) la commune d'Aubignan prévoit des travaux pour assurer la continuité piétonnière entre ces arrêts et les lotissements à desservir aux alentours.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre les deux collectivités publiques impliquées dans cette opération unique, sous maîtrise d'ouvrage de la Commune d'Aubignan, en fixant les modalités techniques et financières de ce partenariat, conformément au devis joint en annexe 1 de la présente convention.

Les travaux concernent :

- la création de deux quais bus accessibles de part et d'autre de la chaussée,
- La création d'une plateforme d'attente accueillant un abri bus dans le sens vers Carpentras,
- La continuité des cheminements piétonniers entre le quai vers Carpentras et l'entrée du lotissement et le quai de bus vers Aubignan et le passage piéton surélevé,
- la reprise de l'ensemble des bordures et des revêtements de surface (béton, enrobé) nécessaires à cet aménagement,
- la mise en place de la signalisation verticale et horizontale spécifique à cet arrêt de bus et au cheminement piéton,
- N.B. : La pose des poteaux d'information clientèle sera effectuée directement par la CoVe.

ARTICLE 2 : MAITRISE D'OUVRAGE

Pour l'ensemble des travaux énumérés à l'article premier, la Commune d'Aubignan assurera la maîtrise d'ouvrage temporaire de l'opération.

La Commune d'Aubignan n'engagera les travaux qu'après accord de la CoVe sur le projet d'exécution qui devra répondre aux prescriptions de la « Charte d'aménagement et d'équipement des points d'arrêts » qui a été adoptée par le conseil communautaire de la CoVe le 14 décembre 2015 (annexe 1 du Schéma Directeur d'Accessibilité du réseau de transport).

ARTICLE 3 : CONTENU DE LA MISSION DES DEUX SIGNATAIRES

Les deux signataires assurent pour la partie qui les concerne :

- La vérification de la cohérence générale de la conception du projet, son dimensionnement général et son adaptation aux caractéristiques physiques du site,
- La vérification de la conformité du projet d'exécution aux règles de l'art.

Par la présente convention, la CoVe s'engage :

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

- À faciliter le travail de la commune d'Aubignan, en lui donnant accès à toutes informations utiles à la réalisation de l'opération,
- À collaborer activement pendant la phase des travaux,
- À assister à la réception des travaux et des ouvrages.

ARTICLE 4 : CONTENU DE LA MISSION DE LA COMMUNE D'AUBIGNAN

La mission de la commune d'Aubignan comprend notamment :

- La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux seront réalisés,
- La préparation, la passation, la signature et la gestion de tous les marchés nécessaires, le versement de la rémunération aux prestataires,
- La notification à la CoVe du coût prévisionnel des travaux tel qu'il ressort des marchés attribués (pour la partie la concernant),
- La direction, le contrôle et la réception des travaux,
- La gestion technique du chantier, avec notamment la tenue d'un carnet relatant les éventuels incidents survenus,
- La gestion financière et comptable de l'opération et la perception du recouvrement de la quote-part de la CoVe,
- La gestion administrative,
- Les actions en justice, notamment en cas de recours après réception des ouvrages,
- Et d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 5 : RÈGLES DE PASSATION DES CONTRATS

Pour les besoins de l'opération, la commune d'Aubignan lancera les marchés nécessaires dans les conditions prévues au Code des Marchés Publics.

ARTICLE 6 : DATE ET DURÉE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux est programmé pour le deuxième semestre 2016 sur une durée prévisionnelle de 1 mois.

ARTICLE 7 : RÉCEPTION DES TRAVAUX ET REMISE DES OUVRAGES

La CoVe devra être présente au moment de la réception des travaux et de la levée des réserves pour contrôler la conformité des travaux au programme établi. La Mairie d'Aubignan s'engage à porter au procès-verbal de réception toutes les réserves émises par la CoVe.

Un procès verbal contradictoire de remise de cet ouvrage sera établi à cette occasion.

La signature du procès verbal contradictoire rétablira les Collectivités partenaires dans leurs compétences respectives, sur les ouvrages concernés.

ARTICLE 8 : DISPOSITIONS ET RÉPARTITIONS FINANCIÈRES

La répartition entre les deux collectivités du coût des travaux relatifs à la mise en accessibilité du point d'arrêt, s'effectuera dans la proportion de 80 % pour la CoVe, et de 20 % pour la commune d'Aubignan. Les continuités piétonnes et la réalisation de l'abri bus ne rentrent pas dans cette répartition financière et sont totalement pris en charge par la commune d'Aubignan.

- **8.1 Montant estimatif des travaux**

Le montant des remboursements des frais est déterminé comme suit :

- Le devis quantitatif estimatif fait apparaître sans ambiguïté le coût relatif à l'aménagement sus visé.

- **8.2 Participation financière**

Le montant prévisionnel des travaux qui seront à la charge de la CoVe, est estimé au stade des marchés de travaux à :

TRAVAUX : 15 000€ HT dont 80% à la charge de la CoVe soit 12 000€ HT

Le montant effectif sera recalculé définitivement sur la base des travaux réellement exécutés (avenant éventuels compris).

N.B. : Ce montant ne pourra pas excéder 10% du montant prévisionnel.

La CoVe se libérera des sommes dues à la Commune d'Aubignan sur présentation du Décompte Général et Définitif de l'opération.

- **8.3 Frais de Maîtrise d'Ouvrage**

En contrepartie de la participation financière de la CoVe et après toutes formalités administratives et techniques remplies, la Commune d'Aubignan s'engage à assurer, à ses frais, la maîtrise d'ouvrage de l'opération nécessaire à la réalisation des travaux d'aménagement de la desserte bus.

ARTICLE 9 : MODALITÉS ET DÉLAIS DE RÈGLEMENT

La Commune d'Aubignan procèdera aux appels de fonds à l'issue des travaux auxquels seront joints les justificatifs des dépenses.

ARTICLE 10 : CONDITIONS DE RÉSILIATION

La présente convention pourra être résiliée en cas d'inexécution des obligations prévues au contrat par l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 11 : LITIGES

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal administratif de Nîmes.

Etabli en 2 exemplaires originaux

À Aubignan, le

À Carpentras, le

Pour la Mairie d'Aubignan
Le Maire,

Pour la CoVe
Le Président,

Guy REY

Francis ADOLPHE

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

L'an deux mille seize le vingt-sept juin, le Conseil de communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ**

SÉANCE DU 27 JUIN 2016

Date de convocation : 21 juin 2016

Affiché le : 1er juillet 2016

Nombre de conseillers : 60

Nombre de présents : 41 (délibérations n° 53 à 73), 40 (délibérations n°49 à 52, n°74 à 77, n°79 à 86), 39 (délibérations n°78 et de 87 à 98), 38 (délibérations n°99 à 102), 37 (délibérations n°103 à 109)

Nombre de votants : 58 (délibérations n°54 et 57 à 77), 57 (délibérations n°50, 53, 55, 56 et 78 à 86) 56 (délibérations n°49, 51, 52, 87 à 98), 54 (délibérations n°99 à 109)

Nombre d'absents excusés : 2 (délibérations n°53 à 77), 3 (délibérations n°49 à 52 et de 78 à 86), 4 (délibérations n°87 à 98), 6 (délibérations n°99 à 109)

PRÉSENTS : Aubignan : Guy REY - France MIRTO - Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Jérôme BOULETIN Beaumont-du-Ventoux : pouvoir Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD Carpentras : Francis ADOLPHE - Serge ANDRIEU - Agnès MOISSON - Franck DUPAS - Yvette GUIOU à partir de la délibération n°79-16 - Joël BOTREAU - Jean-François SENAC - Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN - Hélène CABASSY - Bruno GANDON - Jeanne YVAN - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE jusqu'à la délibération n°102-16 incluse - Alain DÉFOSSÉ jusqu'à la délibération n°77-16 incluse Crillon le Brave : pouvoir Flassan : excusé Gigondas : Christian MEFFRE jusqu'à la délibération n°86-16 incluse (suppléant d'Éric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRÈS à partir de la délibération n°53-16 La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT jusqu'à la délibération n°73-16 incluse Le Barroux : Hervé CHAUVET (suppléant de Bernard MONNET) Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORG - Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : pouvoir Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Pascal BOUREZ Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT jusqu'à la délibération n°98-16 incluse.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : André CAMBE à Guy REY - Bernard CHARRASSE à Dominique BODON - Nathalie REYNARD à Luc REYNARD - Christine TRAMIER à Léopold MEYNAUD - Christiane MARCHELLO-NIZIA à Bernard BOSSAN - Yvette GUIOU à Serge ANDRIEU jusqu'à la délibération n°78-16 incluse - Pauline DREANO à Hélène CABASSY - Caroline BALAS à Jean-Pierre CAVIN - Gérard ROLLAND à Franck DUPAS - Peggy BERTOLUCCI à Agnès MOISSON - Hervé de LÉPINAU à Jeanne YVAN - Guy GIRARD à Bruno GANDON - Francis JULLIEN à Ghislain GRICOURT - Bénédicte MARTIN à Gilles VÈVE - Louis BONNET à Pascal BOUREZ - André AIELLO à Jérôme BOULETIN - Véronique BAUDIN à Anne-Marie BARDET - Joseph BERNHARDT à Gaby BEZERT de la délibération n°74-16 à la délibération n°98-16 incluse - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE à Julien LANGARD à partir de la délibération n°103-16.

ABSENTS EXCUSÉS : Karine GUEZ - Michel JOUVE - Jean-Paul ANRÈS jusqu'à la délibération n°52-16 incluse - Alain DÉFOSSÉ à partir de la délibération n°78-16 - Christian MEFFRE à partir de la délibération n°87-16 - Gaby BEZERT à partir de la délibération n°99-16 ainsi que Joseph BERNHARDT, son pouvoir étant devenu caduc.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : François ILLE

Délibérations n°49-16 à 109-16

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

Conseil de communauté 27 juin 2016

Délibération n°109-16

Direction générale des services

Objet : Désignation d'un délégué de la CoVe au Syndicat Intercommunal d'Accueil des Gens du Voyage (SIAGV)

Le Conseil de communauté,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la CoVe définissant l'exercice de la compétence « politique de la ville : aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage »,

Considérant que la CoVe adhère au Syndicat intercommunal d'accueil des gens du voyage,

Vu les statuts du Syndicat intercommunal d'accueil des gens du voyage, notamment leur article 7 relatif à la représentation des membres au sein du comité syndical du SIAGV,

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 juin 2015, portant désignation de 3 délégués titulaires et de 3 délégués suppléants représentants de la CoVe au sein du comité syndical du SIAGV,

Considérant que Monsieur Alain Rimbert, délégué titulaire, est décédé, et qu'il convient en conséquence de pourvoir à son remplacement,

Entendu le rapport du vice-président délégué à la sécurité,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

Décide

Article 1 : DE DÉSIGNER Bernard BOSSAN, conseiller communautaire, en tant que membre titulaire du comité syndical du Syndicat intercommunal d'accueil des gens du voyage et Claude LAUTIER, conseiller communautaire, en tant que membre suppléant du comité syndical du Syndicat intercommunal d'accueil des gens du voyage.

Article 2 : les délégués représentant la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin au sein du comité syndical du Syndicat intercommunal d'accueil des gens du voyage sont :

Titulaires :

- 1. M. Dominique BODON**
- 2. M. Patrice FLAGEAT**
- 3. M. Bernard BOSSAN**

Suppléants:

- 1. M. Guy REY**
- 2. M. Claude LAUTIER**
- 3. Mme Michèle PLANTADIS**

Transmis en Préfecture le : 01 JUIL. 2016

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Publication par affichage le : 01 JUIL. 2016

Pour extrait certifié conforme

Exécutoire le : 01 JUIL. 2016

Le Président,



Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Acquitté en PREFECTURE le 01/07/2016

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
Hôtel de la Communauté
1171 Avenue du Mont Ventoux
CS 30085
84203 CARPENTRAS Cedex
Tél. 04.90.67.10.13 - Fax.04.90.60.59.09

DÉCISIONS

1^{er} SEMESTRE 2016

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

ANNÉE 2016 – 1^{er} semestre

TABLE DES MATIÈRES DES D É C I S I O N S

| N° | Service d'origine | Objet | Date de création | Date visa Préfecture |
|---------|-----------------------------|--|---------------------|-------------------------|
| 2016-01 | DGS/AGCI | Renouvellement de la convention de mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe jusqu'en 2020 | 11/01/2016 | 11/01/2016 |
| 2016-02 | Financier | Réalisation d'un emprunt de 23 052 € auprès de la CAF de Vaucluse pour le financement de la réhabilitation des crèches de la CoVe | 07/01/2016 | 12/01/2016 |
| 2016-03 | Aménagement de l'Espace | Rectificatif à l'état descriptif de division en volume d'un immeuble sis sur le site du marché gare - Carpentras | 08/01/2016 | 08/01/2016 |
| 2016-04 | Aménagement de l'Espace | Cession du bâtiment P du site du marché gare à la société civile immobilière « Girard Marché Gare » représentée par M. Frédéric Girard – Carpentras | 08/01/2016 | 08/01/2016 |
| 2016-05 | DGST | Convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la commune de Beaumes de Venise pour la création d'une bibliothèque – phase d'études | 15/01/2016 | 15/01/2016 |
| 2016-06 | Financier | Modification de la régie de recette « vente de conteneurs – composteurs » | 14/01/2016 | 14/01/2016 |
| 2016-07 | Actions Educatives | Convention d'autorisation d'occupation temporaire de locaux | 08/01/2016 | 08/01/2016 |
| 2016-08 | Aménagement de l'Espace | Prorogation de la promesse synallagmatique de vente du 19 décembre 2012 portant sur les parcelles section N n°169, 170, 171, 172 et 1602 à Mazan | 28/01/2016 | 28/01/2016 |
| 2016-09 | DGST | Convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour le choix d'un opérateur en charge de la création d'une ferme photovoltaïque | 09/02/2016 | 09/02/2016 |
| 2016-10 | DGST | Convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour la mise en accessibilité de la salle des fêtes – phase d'études | 04/02/2016 | 04/02/2016 |
| 2016-11 | DGST | Permis de démolir des biens bâtis situés sur les parcelles cadastrées section BI N°4, 5 et 6 chemin de Villefranche à Carpentras | 23/02/2016 | 23/02/2016 |
| 2016-12 | Actions Educatives | Convention d'autorisation d'occupation temporaire d'une partie de propriété privée | 10/03/2016 | 10/03/2016 |
| 2016-13 | Financier | Convention d'occupation du domaine privé de la CoVe avec l'association « Brégoux Compétition » | 24/03/2016 | 24/03/2016 |
| 2016-14 | Financier | Convention d'occupation du domaine privé de la CoVe avec la société Amiel Travaux Publics | 24/03/2016 | 24/03/2016 |
| 2016-15 | Aménagement de l'Espace | Compromis de vente sur la parcelle BK N°1008 Bâtiment A1 du site du marché gare à Carpentras | 31/03/2016 | 31/03/2016 |
| 2016-16 | Aménagement de l'Espace | Cession des parcelles BK N°973 et N°979 à Carpentras aux consorts Quenon | 31/03/2016 | 31/03/2016 |
| 2016-17 | Développement Economique | Cession immobilière aux fins de développement économique : signature de l'acte de vente de la parcelle cadastrée section BK N°1021 à Carpentras à la société civile immobilière « Java » | 29/03/2016 | 29/03/2016 |
| 2016-18 | Financier | Convention de prestation de service d'hébergement dans le cadre des rencontres nationales communication et marketing territorial | 27/04/2016 | 27/04/2016 |
| 2016-19 | Financier | Convention de prestation de service d'hébergement dans le cadre des neuvièmes universités d'été de l'ADGCF avec le Grand-Bornand réservation | 03/05/2016 | 10/05/2016 |
| 2016-20 | Actions Educatives | Mise à disposition de locaux au bénéfice de l'association de l'amicale laïque des parents d'élèves de l'école intercommunale de le Barroux | 03/06/2016 | 03/06/2016 |

| | | | | |
|---------|--------------------------|---|------------|------------|
| 2016-21 | DGST | Convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la commune de Venasque pour la construction d'un office de tourisme – phase d'études | 07/06/2016 | 07/06/2016 |
| 2016/22 | Financier | Clôture du compte de dépôts de fonds au trésor de la régie de recettes de la structure multi-accueil petite enfance de Loriol du Comtat | 06/06/2016 | 06/06/2016 |
| 2016/23 | Développement Economique | Convention d'occupation précaire et partielle du site du marché gare de Carpentras pour les concerts estivaux | 16/06/2016 | 16/06/2016 |
| 2016/24 | Développement Economique | Convention de mise à disposition partielle du site du marché gare de Carpentras et du château Durbesson pour organisation concerts estivaux | 16/06/2016 | 16/06/2016 |
| 2016/25 | Financier | Convention de prestation de service d'hébergement dans le cadre de la convention annuelle de l'ADCF les 12,13 et 14 octobre 2016 à Strasbourg | 10/06/2016 | 10/06/2016 |
| 2016/26 | Aménagement de l'espace | Compromis de vente sur parcelle BK n°1006 bat B6 et B7 du site du marché gare commune de Carpentras | 23/06/2016 | 23/06/2016 |

Affiché le : 11 JAN. 2016
Rendu exécutoire le : 11 JAN. 2016

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES/AFFAIRES GÉNÉRALES-COORDINATION INTERCOMMUNALE
Décision N°2016-01

OBJET : RENOUELEMENT DE LA CONVENTION DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE DU SERVICE VOIRIE DE LA COVE JUSQU'EN 2020

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article L.5211-4-I-III et -IV,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétence en matière de création, d'aménagement et d'entretien de voirie communautaire,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°115-14 en date du 2 juin 2014, portant délégation d'attributions au Président, en particulier en son article 2-16°,

Considérant que la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin dispose d'un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer pour l'ensemble de ses communes, l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage,

Vu la délibération n°149-09 du 14 décembre 2009 autorisant la mise à disposition partielle du service Voirie de la CoVe au profit des communes membres de la CoVe et autorisant le Président à signer les conventions de mise à disposition partielle du service Voirie,

Vu la tarification des mises à disposition des services techniques de la CoVe, actualisée annuellement et pour l'année 2016 par la délibération n°213-15 du 14 décembre 2015,

Considérant que la mise à disposition partielle du service Voirie de la CoVe auprès de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation entre les services communaux et intercommunaux, et qu'il convient en conséquence de renouveler ce conventionnement,

Vu le projet de convention de mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de ses communes membres, pour une durée de cinq ans, du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020,

Décide

Article 1 : De signer les conventions de mise à disposition partielle du service Voirie de la CoVe pour une durée de cinq ans, du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, avec les communes d'Aubignan, Beaumes-de-Venise, Beaumont-du-Ventoux, Bédoin, Caromb, Carpentras, Crillon le Brave, Flassan, Gigondas, Lafare, La Roque Alric, La Roque sur Pernes, Le Barroux, Le Beaucet, Loriol du Comtat, Malaucène, Mazan, Modène, Saint-Didier, Saint Hippolyte le Graveyron, Saint-Pierre-de-Vassols, Sarrians, Suzette, Vacqueyras et Venasque.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

En application de l'article R.421-I du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Carpentras, le
Le Président,

11 JAN. 2016


Francis ADOUPE


Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016



CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE D'AUBIGNAN



Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune d'AUBIGNAN, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Guy REY, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 16 décembre 2015,

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans. Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Aubignan, le **16 DEC. 2015**

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Francis ADOLPHE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400042-20151216-2015-172-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/12/2015

Publication : 17/12/2015

Le Maire de la Commune
d'Aubignan,



Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de 96 660 €, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
BEAUMES DE VENISE**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de BEAUMES DE VENISE, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par le 1^{er} Adjoint, Jérôme BOULETIN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **84.569 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Beaumes de Venise, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Pour le Maire de la Commune
de Beaumes de Venise,
Par délégation, le 1^{er} Adjoint

Francis ADOLPHE

Jérôme BOULETIN

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
BEAUMONT-DU-VENTOUX**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de BEAUMONT-DU-VENTOUX, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Bernard CHARRASSE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 24 novembre 2015,

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de 43 057 €, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.


Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Beaumont-du-Ventoux, le *1er* *Décembre* 2015

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Francis ADOLPHE

Le Maire de la Commune
de Beaumont-du-Ventoux,


Bernard CHARRASSE



Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
BEDOIN**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de BEDOIN, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Luc REYNARD, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **213.418 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Bedoin, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Bedoin,

Francis ADOLPHE

Luc REYNARD

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
CAROMB**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de CAROMB, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Léopold MEYNAUD, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **130.928 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Caromb, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Caromb,

Francis ADOLPHE

Léopold MEYNAUD

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016



Convention de mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de ses communes membres

Entre les soussignés,

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, sise 1171 avenue du Mont Ventoux, CS 30085 à CARPENTRAS,

Représentée par son Président en exercice, Francis Adolphe,
Agissant en application d'une délibération du Conseil communautaire du 22 décembre 2013 et de la Décision n° 2015/01 prise en vertu de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales et de la Délibération du Conseil de Communauté n° 54-14 du 23 avril 2014 portant délégation d'attributions au Président, modifiée par la Délibération n° 115-14 du Conseil de Communauté du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016,
Ci-après désignée la CoVe,

D'une part,

Et,

La Commune de Carpentras, sise Hôtel de ville, place Maurice Charretier, à CARPENTRAS,

Représentée par son Premier Adjoint au Maire, Serge Andrieu,
Agissant en application d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 novembre 2015, et de l'arrêté municipal n°2014-A-SCA-481 en date du 30 avril 2014 portant délégation de fonctions au Premier Adjoint,

Ci-après désignée la Commune,

D'autre part,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

EXPOSE DES MOTIFS

L'article L.5211-4-1-III du code général des collectivités territoriales, créé par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, modifiée par la loi n° 2015-991 du 7 août 2015, prévoit que les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Pour l'exercice des compétences que ses communes membres lui ont transféré, la CoVe dispose d'un service Voirie composés d'agents communautaires placés sous l'autorité d'un chef de service et équipé des matériels adéquats.

La mise à disposition partielle de ce service au profit de ses communes membres présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Ceci exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

Article 1er – Objet de la convention

Dans un souci de bonne organisation des services, l'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service Voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, l'entretien des bâtiments relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 – Durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour une période allant du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020.

Article 3 – Volume de missions exécutées au titre de la convention

La Commune s'engage à commander au service Voirie de la CoVe mis à disposition un montant minimum de 878 033 €, soit 240 253 € pour l'année 2016 et une moyenne de 159 445 € par an de 2017 à 2020, pour des travaux à planifier avec le service mis à disposition.

Toute demande de travaux supplémentaire adressée par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 – Moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service Voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service Voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 – Modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité,

notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. A cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

A l'effet de la présente convention, le maire adresse directement au chef du service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux le cas échéant mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention. Ce rapport sera pris en compte dans le rapport annuel d'activité de la CoVe visé par l'article L.5211-39 alinéa 1er du code général des collectivités territoriales.

Article 6 – Remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de mise à disposition des moyens humains et matériels du service Voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe, notifié à la Commune et annexé à la présente convention.

Article 7 – Modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service Voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

La Commune s'attendant à bénéficier du service partiellement mis à disposition, à concurrence de la qualité initiale convenue entre les parties à l'article 3 pour la période d'exécution définie à l'article 2, toute résiliation unilatérale à initiative de la CoVe sans faute

grave de la Commune donnerait lieu à indemnisation de celle-ci pour le préjudice résultant de la non-satisfaction du besoin exprimé.

La CoVe planifiant la mise à disposition de son service Voirie à concurrence de la quantité initiale convenue entre les parties à l'article 3 pour la période d'exécution définie à l'article 2, toute résiliation unilatérale à l'initiative de la Commune sans faute grave de la CoVe donnerait lieu à indemnisation de celle-ci pour le préjudice résultant de l'immobilisation ainsi planifiée.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 – Juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et, le cas échéant, à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le 24 novembre 2015

Le Président de la CoVe,

Francis ADOLPHE



Pour Le Maire,
Le Premier Adjoint,

Serge ANDRIEU

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
CRILLON LE BRAVE**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de CRILLON LE BRAVE, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Guy GIRARD, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **25.600 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Crillon le Brave, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Crillon le Brave,

Francis ADOLPHE

Guy GIRARD

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE Á DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
FLASSAN**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de FLASSAN, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Michel JOUVE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **51.055 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. Á cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Flassan, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Flassan,

Francis ADOLPHE

Michel JOUVE

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE Á DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
GIGONDAS**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de GIGONDAS, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Éric UGHETTO, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **83.885 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Gigondas, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Gigondas,

Francis ADOLPHE

Éric UGHETTO

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
LA ROQUE ALRIC**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de LA ROQUE ALRIC, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Francis JULLIEN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **25.350 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. Á cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à La Roque Alric, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de La Roque Alric,

Francis ADOLPHE

Francis JULLIEN

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
LA ROQUE SUR PERNES**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de LA ROQUE SUR PERNES, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Joseph BERNHARDT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **51.220 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à La Roque sur Pernes, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de La Roque sur Pernes,

Francis ADOLPHE

Joseph BERNHARDT

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
LAFARE**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de LAFARE, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Jean-Paul ANRÈS, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **35.160 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. Á cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Lafare, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Lafare,

Francis ADOLPHE

Jean-Paul ANRÈS

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
LE BARROUX**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de LE BARROUX, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Bernard MONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **53.800 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. Á cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Le Barroux, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Le Barroux,

Francis ADOLPHE

Bernard MONNET

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
LE BEAUCET**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de LE BEAUCET, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, François ILLE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 12 décembre 2015,

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de 33 480 €, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Le Beaucet, le **12 DEC. 2015**

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Francis ADOLPHE

Le Maire de la Commune
de Le Beaucet,



François ILLE

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
LOROL DU COMTAT**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de LOROL DU COMTAT, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Gérard BORG, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **128.098 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Loriol du Comtat, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Loriol du Comtat,

Francis ADOLPHE

Gérard BORG

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
MALAUCÈNE**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de MALAUCÈNE, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Dominique BODON, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **124.714 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. Á cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Malaucène, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Malaucène,

Francis ADOLPHE

Dominique BODON

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
MAZAN**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de MAZAN, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Aimé NAVELLO, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **193.170 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Mazan, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Mazan,

Francis ADOLPHE

Aimé NAVELLO

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
MODÈNE**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de MODÈNE, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Christian RIPERT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 NOV. 2015,

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de 27 687,21 €, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Modène, le 27 NOV. 2015

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune

Francis ADOLPHE

Christian RIPERT



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

084-218400778-20151127-201532-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/12/2015

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
SAINT DIDIER**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de SAINT DIDIER, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Gilles VÈVE, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **45.285 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. Á cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Saint Didier, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Saint Didier,

Francis ADOLPHE

Gilles VÈVE

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
SAINT HIPPOLYTE LE GRAVEYRON**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de SAINT HIPPOLYTE LE GRAVEYRON, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, André AIELLO, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **43.358 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Saint Hippolyte le Graveyron, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Saint Hippolyte le Graveyron,

Francis ADOLPHE

André AIELLO

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
SAINT PIERRE DE VASSOLS**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de SAINT PIERRE DE VASSOLS, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Ghislain GRICOURT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **26.899 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Saint Pierre de Vassols, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Saint Pierre de Vassols,

Francis ADOLPHE

Ghislain GRICOURT

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
SARRIANS**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de SARRIANS, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Anne-Marie BARDET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **220.380 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Sarrians, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Sarrians,

Francis ADOLPHE

Anne-Marie BARDET

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
SUZETTE**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de SUZETTE, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Patricia OLIVERO, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 novembre 2015.

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de 25 350 €, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Suzette, le **27 NOV. 2015**

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Francis ADOLPHE

Le Maire de la Commune
de Suzette,



Patricia OLIVERO

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

2015-12-07

001

L'acte a déjà été transmis, un acte avec le même id existe dans le système

Renouvellement de la Convention de mise à disposition particelle du service voirie de la CoVe jusqu'en
2020

2009-11-23

084-218401305-20151207-20151103-DE-1-1_1.pdf

2009-11-23

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
VACQUEYRAS**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de VACQUEYRAS, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Jean-Marie GRAVIER, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 1^{er} décembre 2015,

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

657

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de 47 980 €, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. À cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

658

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Vacqueyras, le 31/12/2015

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Francis ADOLPHE

Le Maire de la Commune
de Vacqueyras,

Jean-Marie GRAYIER



Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**CONVENTION 2016/2020 DE MISE À DISPOSITION PARTIELLE
DU SERVICE VOIRIE DE LA CoVe AUPRÈS DE LA COMMUNE DE
VENASQUE**

Exposé des motifs

La Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin a été constituée entre ses communes membres non seulement pour exercer les compétences qu'elles ont décidé de lui transférer, mais aussi pour leur apporter une assistance technique et financière dans un esprit de solidarité.

Parmi ses actions d'assistance technique, la CoVe a dimensionné un service intercommunal de voirie composé de près de vingt agents et doté de toute la gamme des engins et matériels lui permettant d'assurer des travaux pour l'ensemble de ses communes, relevant de la compétence de celles-ci, parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la transformation du réseau d'éclairage public, le curage des fossés et le débroussaillage.

La mise à disposition de ce service, en ce qu'elle présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services, constitue l'objet de la présente convention qui en détaille les modalités, conformément aux conditions de l'article L.5211-4-III et IV du code général des collectivités territoriales.

Il est ainsi conclu une convention de mise à disposition de service entre :

D'une part, la Commune de VENASQUE, membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « la Commune », représentée par son Maire, Gaby BEZERT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du

et

d'autre part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, ci-après dénommée « La CoVe », représentée par son Président, Francis ADOLPHE, agissant en vertu de la délégation d'attribution (article 2.16) que lui a votée le Conseil de Communauté par délibération n°115-14 du 2 juin 2014, et d'une décision prise sur son fondement en date du 11 janvier 2016.

Article 1 : objet de la convention

L'objet de la présente convention est la mise à disposition partielle du service voirie de la CoVe auprès de la Commune pour la réalisation de travaux parmi lesquels l'entretien, la réfection ou la création de voiries, la maintenance et la modification du réseau d'éclairage public, le curage des fossés, le débroussaillage, relevant de la compétence de la Commune.

Article 2 : durée et date d'effet de la convention

La présente convention est établie pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020, soit une durée de cinq ans.

Elle ne peut être reconduite ou prolongée pour une durée convenue entre les parties, que de façon expresse.

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

Article 3 : volume de missions exécutées au titre de la convention

La mobilisation des moyens humains et matériels du service mis à disposition pour l'exécution de la présente convention devant être planifiée et organisée, les parties conviennent de fixer un volume de travaux correspondant à un montant de **109.615 €**, devant être exécutés par le service voirie mis à disposition sur la période des cinq ans de la convention.

Toute demande de travaux supplémentaires par la Commune au service mis à disposition fera l'objet d'une acceptation bilatérale formalisée par un document signé des deux parties.

Article 4 : moyens humains et matériels mis à disposition

Par accord entre les parties, la mise à disposition concerne tout ou partie du service voirie de la CoVe, placé sous l'autorité hiérarchique du chef dudit service.

Il est également mis à disposition de la Commune le matériel affecté au service voirie de la CoVe, nécessaire à l'exécution des tâches.

Article 5 : modalités d'exécution des missions

Article 5.1 : gestion administrative des agents du service mis à disposition

Article 5.1.1 : carrière, rémunération et absences

La CoVe gère la situation administrative des agents du service mis à disposition (avancement, autorisations de travail à temps partiel, congés de maladie, allocation temporaire d'invalidité, notation, discipline,...), qui demeurent employés dans les conditions de statuts et de rémunération qui sont les leurs.

La CoVe assure la gestion des congés, en fonction de ses nécessités de service et de celles de la Commune. Á cet effet, les agents lui transmettent tous les justificatifs ou demandes d'absences dans les conditions habituelles.

La Commune ne verse aucune rémunération ou complément de rémunération ni ne rembourse les frais de mission des agents du service mis à disposition.

Article 5.1.2 : notation et discipline

La CoVe reste seule compétente pour établir la notation des agents du service mis à disposition.

L'autorité de la CoVe ayant pouvoir de nomination des agents du service mis à disposition exerce le pouvoir disciplinaire selon les règles en vigueur. Elle peut être saisie, à cet effet, par la Commune.

Article 5.2 : instructions données au service mis à disposition

Le maire décide pour la Commune des travaux à engager. Le service mis à disposition en évalue la faisabilité, le coût et le délai prévisionnels de réalisation, dans le cadre d'une planification de l'ensemble de ses activités.

Le maire adresse directement au service mis à disposition toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le maire contrôle l'exécution de ces tâches. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner au chef du service mis à disposition délégation de signature pour l'exécution des missions qu'il lui confie, en application de l'alinéa précédent.

Article 5.3 : dispositif de suivi de l'exécution de la mission

Un suivi contradictoire de l'exécution de la présente convention est assuré par le service mis à disposition et la Commune.

Le service mis à disposition tient à jour un état récapitulatif précisant la nature et la quantité des activités effectuées pour le compte de la Commune, ainsi que le temps de travail consacré et les matériels et matériaux mis en œuvre.

Il sera en outre établi, selon une périodicité annuelle, un rapport succinct sur l'application de la présente convention.

Article 6 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La reconnaissance du service fait, selon les modalités définies à l'article précédent, déclenche automatiquement le remboursement par la Commune à la CoVe des frais engagés.

Le tarif de la mise à disposition des moyens humains et matériels du service voirie de la CoVe est voté annuellement par la CoVe et notifié à la Commune pour chaque année civile.

Article 7 : modification et résiliation

La convention de mise à disposition du service voirie de la CoVe n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

Toute modification et toute résiliation ne pourront prendre effet qu'au premier jour de chaque année civile, après respect d'un préavis d'au moins six mois, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 8 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à prévenir et le cas échéant à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Venasque, le

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,

Le Maire de la Commune
de Venasque,

Francis ADOLPHE

Gaby BEZERT

Acquitté en PREFECTURE le 11/01/2016

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX – COMTAT VENAISSIN**

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU PRESIDENT**

Affiché le : **12 JAN. 2016**

Rendu exécutoire le :

12 JAN. 2016

**DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
N°2016-02**

**OBJET : REALISATION D'UN EMPRUNT DE 23 052 € AUPRES DE LA CAF DE VAUCLUSE POUR LE
FINANCEMENT DE LA REHABILITATION DES CRECHES DE LA COVE**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°54-14 du 23 avril 2014 modifiée par délibération n°115-14 en date du 2 juin 2014, portant délégation d'attributions au Président,

Considérant que la CAF de Vaucluse a décidé d'octroyer une aide à l'investissement pour la réhabilitation des crèches de la CoVe, dont une partie sous forme de prêt sans intérêt,

DECIDE

Article 1^{er} : de contracter auprès de la CAF de Vaucluse, un prêt de 23 052 € (vingt-trois mille cinquante-deux euros) dont les caractéristiques sont indiquées ci-après :

- Prêt sans intérêt
- Durée : 10 ans
- Périodicité des échéances : annuelle

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Carpentras, le **- 7 JAN. 2016**
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services,

Laurent MARTEAU



Acquitté en PREFECTURE le 12/01/2016

Affiché le : 08 JAN. 2016
Rendu exécutoire le : 08 JAN. 2016

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX – COMTAT VENAISSIN

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU PRESIDENT

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ SERVICE
AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET STRATEGIE FONCIERE
Décision n°2016- 3

**OBJET : RECTIFICATIF A L'ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION EN VOLUME D'UN IMMEUBLE
SIS SUR LE SITE DU MARCHE GARE – COMMUNE DE CARPENTRAS**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°115-14 du Conseil de Communauté du 2 juin 2014 portant délégation d'attributions au Président,

Vu l'acte notarié en date du 25 mai 2010 établissant le règlement de copropriété et l'état descriptif de division du volume créé sur la parcelle cadastrée section BK n°468 située sur le site du marché gare à Carpentras,

Considérant l'erreur matérielle du service du cadastre lors du dépôt de la division de la parcelle voisine qui impacte l'assiette de la copropriété,

Considérant la nécessité de rectifier l'état descriptif de division afin de corriger l'erreur matérielle,

Vu le projet d'acte authentique rectificatif à l'état descriptif de division établi par Maître JEANJEAN-BOUDON, notaire à Carpentras,

DECIDE

Article 1^{er} : DE SIGNER l'acte authentique rectificatif à l'état descriptif de division permettant de réparer l'erreur matérielle du service du cadastre qui impacte l'immeuble sis sur le site du marché gare à Carpentras,

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 08 JAN. 2016
Le Président,


Francis ADOLPHE

Acquitté en PREFECTURE le 08/01/2016

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX – COMTAT VENAISSIN**

Affiché le : **08 JAN. 2016**
Rendu exécutoire le : **08 JAN. 2016**

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU PRESIDENT

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ SERVICE
AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET STRATEGIE FONCIERE
Décision n°2016- 4**

**OBJET : CESSIION DU BATIMENT P DU SITE DU MARCHÉ GARE À LA SOCIÉTÉ CIVILE
IMMOBILIÈRE « GIRARD MARCHÉ GARE » REPRÉSENTÉE PAR M. FRÉDÉRIC
GIRARD - COMMUNE DE CARPENTRAS**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin,

Vu le Code général de la Propriété des Personnes Publiques,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°115-14 du Conseil de Communauté du 2 juin 2014 portant délégation d'attributions au Président,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°199-15 du 14 décembre 2015 prononçant le déclassement du bâtiment P situé sur le site du marché gare à Carpentras,

Vu la décision de la commission d'attribution, au regard de l'examen des candidatures, d'attribuer le bâtiment P et le terrain non bâti attenant à la société civile immobilière « GIRARD MARCHÉ GARE » représentée par Monsieur Frédéric GIRARD dont le siège est à CARPENTRAS (84200) 558 avenue du Mont Ventoux,

Considérant que le bien objet du projet de cession est constitué des parcelles cadastrées section BK n°1009, 1012 et 1013 d'une superficie totale de quarante-huit ares et six centiares,

Vu les avis du service de France Domaines en date du 30 mars 2015 pour la partie bâtie et du 5 mai 2015 pour la partie non bâtie,

Vu le projet d'acte authentique réitérant la vente établi conjointement par Maître VIRET et Maître JEANJEAN-BOUDON, notaires à Carpentras,

D E C I D E

Article 1^{er} : DE SIGNER l'acte authentique de vente concernant la cession à la société civile immobilière « GIRARD MARCHÉ GARE » représentée par Monsieur Frédéric GIRARD, les parcelles cadastrées section BK n°1009, 1012 et 1013 d'une superficie totale de quarante-huit ares et six centiares.

Article 2 : DE RÉALISER cette cession pour un montant de cinq cent quatre-vingt-seize mille six cent quarante euros (596 640€),

Article 3 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.



Fait à Carpentras, le **08 JAN. 2016**
Le Président,

[Signature]
Francis ADOI PHF

Acquitté en PREFECTURE le 08/01/2016



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE

Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie

CS 80043

84098 AVIGNON CEDEX 9

Affaire suivie par : **Alexia GRUSON-DAVID**

COURRIEL : alexia.gruson-david@dgif.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 46

Avignon, le 30 mars 2015

COVE

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

CS 30085

84203 CARPENTRAS CEDEX

CONTROLE DES OPERATIONS
IMMOBILIERES SUR LA VALEUR VENALE

VENTE AMIABLE

Dossier n° 2015-031V0227

1 - Propriétaire : La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin (COVE)

2 - Date de réception de la demande d'avis : 23/02/2015

3 - Opération soumise au contrôle (Objet et but) : Demande d'estimation de la valeur vénale du marché floral situé sur le site du marché-gare de CARPENTRAS dans le cadre d'un projet de cession.

4 – Situation et description sommaire :

Commune : CARPENTRAS

Adresse : Marché Gare

Références cadastrales : BK n° 467

Superficie : 2.062 m²

Il s'agit d'un bâtiment à usage d'entrepôt construit en 1975 abritant le marché floral de CARPENTRAS qui se tient tous les vendredis matins.

La structure de ce bâtiment est métallique.

Les façades sont composées de murs en parpaings sur les ¾ de la hauteur surmontés d'un bardage métallique.

La toiture est en fibrociment.

Un quai de chargement occupe toute la longueur de la façade sud et une partie de la façade ouest.

L'intérieur est composé :

- à l'entrée côté ouest, d'un bureau avec carrelage au sol et grilles aux fenêtres,
- au centre d'un espace destiné à accueillir les exposants recouvert d'une dalle en béton relativement abîmée,
- sur les côtés de chambres frigorifiques, de locaux sanitaires, de box destinés à stocker des marchandises et de mezzanines sur l'une desquelles a été installé un bureau.

Un système de ventilation froide sert à la conservation des fleurs. Certains extracteurs ne fonctionnent pas.
L'électricité n'est plus aux normes.

Un incendie récent a détérioré une partie des box de stockage situés sur la partie ouest du bâtiment.

Il s'agit dans l'ensemble d'un bâtiment aux équipements devenus vétustes.
Des travaux de rénovation et de remise aux normes s'avèrent nécessaires.

La superficie utile pondérée de ce bâtiment est de 2.107 m².
Ce bâtiment n'est loué qu'en partie pour 337 m², le reste, soit 1.770 m² est vacant.

5 - Réglementation d'urbanisme :

- PLU de la commune de CARPENTRAS

- Zone : UE

6 - Situation locative : Bâtiment en partie loué.

7 - Origine de propriété : Acte du 11 avril 2013

8 - Conditions de la vente : Amiable

9 - Valeur vénale de l'immeuble ou du droit cédé :

La valeur vénale du bâti occupé, situé sur la parcelle BK n° 467, est de l'ordre de 543.000 €.

La valeur vénale du terrain d'assiette, libre de toute occupation, se situe à 51 €/m².

10 - Clauses particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
Le Responsable du Service



Jean-Pierre SALVADOR



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE
Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie
CS 90043
84098 AVIGNON CEDEX 9

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID

COURRIEL : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 46

Avignon, le 5 mai 2015

COVE
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

CONTROLE DES OPERATIONS
IMMOBILIERES SUR LA VALEUR VENALE

VENTE AMIALE

Dossier n° 2015-031V0453

1 - Propriétaire : La COVE

2 - Date de réception de la demande d'avis : 4 mai 2015

3 - Opération soumise au contrôle (Objet et but) : Demande d'actualisation de la valeur vénale des bâtiments A1 et B4 du marché-gare de CARPENTRAS et demande d'estimation de la valeur vénale d'une emprise de terrain située entre l'avenue des marchés et le bâtiment du marché floral.

4 – Situation et description sommaire :

Commune : CARPENTRAS – Marché Gare

Références cadastrales : Parcelle BK n° 886 (94.261 m²)

a) Les bâtiments :

Ce sont des bâtiments à usage d'entrepôts construits en 1992 en moellons et bardage métallique. Toiture en éverite. Charpente métallique. Portail en aluminium. Sol béton. Les bâtiments sont en très bon état.

- Le bâtiment A1 est occupé par la société VIA NATURE ayant une activité de grossiste et d'expéditeur en fruits et légumes bio.

Il est composé :

- en rez-de-chaussée d'un entrepôt avec bureaux d'une surface réelle de 1.029 m² (pondération 1, SUP 1.029 m²),
- à l'étage d'une mezzanine avec un petit bureau servant essentiellement de stockage d'une surface réelle de 630 m² (pondération 0,60, SUP 378 m²),
- d'un frigo d'une surface réelle de 186 m² (pondération 1, SUP 186 m²),
- d'un quai de déchargement de 160 m² (pondération 0,15, SUP 24 m²).

Au regard de l'activité exercée par VIA NATURE, la mezzanine ne permet de stocker que de l'emballage.

Pour le stockage de fruits et légumes, cette mezzanine ne porte pas assez de poids. En effet, elle ne supporte que 600 kg au m².

Pour le stockage de produits secs, elle n'est pas assez haute.

Il a été précisé lors de la visite que le frigo a été installé par l'occupant.

Dans la mesure où la mezzanine est d'une utilité réduite pour l'occupant, il est proposé de revoir sa pondération en la réduisant à 0,10, d'où une surface utile pondérée réduite à 37,8 m².

La SUP totale du bâtiment A1 est donc de 1.276,80 m² arrondie à 1.277 m².

- Le bâtiment B4 est actuellement sans occupant. Cet entrepôt dispose d'un petit bureau, d'un WC et d'une fosse à camion.

Une cuve en bon état se situe à l'intérieur de ce bâtiment. Elle occupe une surface d'environ 15 m² ce qui pour un entrepôt d'une SUP de 238 m² représente 6,30 % de la superficie.

Elle peut être facilement enlevée. Elle représente par ailleurs une valeur marchande et pourrait intéresser l'acquéreur potentiel de cet entrepôt.

Il ne paraît donc pas justifié de diminuer la valeur de cet entrepôt en raison de la présence de cette cuve.

5 - Réglementation d'urbanisme :

- PLU de la commune de CARPENTRAS

- Zone : UE

6 - Situation locative : Bâtiment A1 occupé

7 - Origine de propriété : Acte du 11 avril 2013

8 - Conditions de la vente : Amiable

9 - Valeur vénale de l'immeuble ou du droit cédé :

1. La valeur vénale des bâtiments A1 et B4 est la suivante :

| BATIMENT | Superficie totale en m ² | SUP M ² | valeur libre au m ² bâtiment + terrain intégré | Valeur vénale totale libre bâtiment + terrain intégré | valeur vénale totale occupée bâtiment + terrain intégré | Valeur du terrain d'assiette | Valeur vénale totale libre bâtiment hors terrain d'assiette | Valeur vénale totale occupée bâtiment hors terrain d'assiette |
|----------|-------------------------------------|--------------------|---|---|---|------------------------------|---|---|
| A1 | 2005 | 1 277 | 380 | 485 280 € | 291 158 € | 52 130 € | 433 130 € | 239 028 € |
| B4 | 238 | 238 | 380 | 90 440 € | 54 284 € | 6 188 € | 84 252 € | 48 076 € |

Il est précisé qu'en cas de vente d'un bâtiment à son occupant, terrain intégré ou non, ce dernier doit être considéré comme étant libre.

2. La valeur vénale du terrain situé entre la parcelle BK n° 467 et l'avenue des marchés est estimée à 36 €/m².

10 - Clauses particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Acquitté en PREFECTURE le 08/01/2016

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.
En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
Le Responsable du Service



Jean-Pierre SALVADOR

Affiché le : 15 JAN. 2016
Rendu exécutoire le : 15 JAN. 2016

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
Décision N° 2016-5

Objet : Convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la Commune de Beaumes de Venise pour la création d'une bibliothèque - phase études

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°128-08 du 7 juillet 2008, approuvant la convention cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et ses communes membres et autorisant le Président à la signer avec les communes qui en émettent la demande,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°115-14 du 02 juin 2014 portant délégation de pouvoirs au Président,

Vu la délibération du Conseil municipal de Beaumes de Venise n° 99-10-12 du 03 octobre 2012, portant adhésion à la convention cadre précitée,

Vu la délibération du Conseil municipal de Beaumes de Venise n° 90-12-15 du 08 décembre 2015, approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la Commune de Beaumes de Venise pour la création d'une bibliothèque - phase études,

Vu le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Beaumes de Venise pour la création d'une bibliothèque - phase études, en application de la précédente convention cadre,

Considérant que la mise à disposition des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services,

DECIDE

Article 1^{er} : De signer le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de Beaumes de Venise pour la création d'une bibliothèque phase études,

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 15 JAN. 2016
Le Président,

Francis ADOLPHE


Acquitté en PREFECTURE le 15/01/2016

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE
PHASE ETUDES**

**ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE DE BEAUMES DE VENISE
POUR LA CREATION D'UNE BIBLIOTHEQUE**

Liminaire :

La commune de Beaumes de Venise ayant approuvé et adhéré à la Convention-cadre de mise à disposition du service Constructions Publiques de la CoVe avec ses communes-membres, approuvée par délibération du Conseil de Communauté n°128-08 en date du 7 juillet 2008 ;

Exposé des motifs :

La commune de Beaumes de Venise souhaite repositionner sa bibliothèque sur son territoire. La commune de Beaumes de Venise ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet (loi MOP, marchés publics, suivi travaux...) ; en revanche, les services de la CoVe emploient des fonctionnaires territoriaux à même de répondre à ce besoin de la commune. La mise à disposition des services de la CoVe à la commune de Beaumes de Venise présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Article 1 : les parties

Entre :

D'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Francis ADOLPHE, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération 115-4 du 2 juin 2014,

Et d'autre part, la Commune de Beaumes de Venise membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Christian GONNET, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 8 décembre 2015,

Article 2 : objet

La commune de Beaumes de Venise souhaite repositionner sa bibliothèque. L'emplacement défini est dans la maison des dentelles. Les études concerneront la réhabilitation de l'étage et des accès pour l'installation de la bibliothèque.

Le bâtiment (type S 5^{ème} catégorie) doit être conforme aux diverses exigences réglementaires (Sécurité, Accessibilité, RT 2012, ERP, ...).

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et de la convention-cadre citée en liminaire, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune de Beaumes de Venise pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation de cette opération pour la phase étude.

Article 3 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat

I | Convention AMO - phase études Bibliothèque - Beaumes de Venise

Acquitté en PREFECTURE le 15/01/2016

Venaissin mettra à disposition de la commune de Beaumes de Venise tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier les services Constructions Publiques, recherche de subvention et culture.

Article 4 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage, en application de la délibération n°129-08 en date du 7 juillet 2008, recouvre les missions suivantes :

| CONCEPTION DE L'OPERATION ETUDES | TOTAL |
|---|-------------------|
| I.1 Préparation du Programme- Choix d'un maître d'œuvre <ul style="list-style-type: none"> - Assistance à Elaboration des marchés de maîtrise d'œuvre (Pièces administratives et techniques) - Conseils sur le suivi de la procédure de passation - Assistance pour le choix du titulaire - Assistance à l'élaboration du plan de financement | 5 jours |
| I.2 Suivi du marché de maîtrise d'œuvre <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre - Gestion du marché et suivi des prestations réalisées - Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux - Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux | 8 jours |
| I.3 Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles <ul style="list-style-type: none"> - Définition de la mission SPS, OPC et BC - Préparation de la procédure de consultation - Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix du titulaire - Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées. | 2 jours |
| TOTAL JOURS | 15 jours |
| TOTAL EUROS | 3 420,00 € |

Article 5 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la création de cet espace (bibliothèque) mobilisera, pour la phase des études, les services à raison de 30 (trente) demi-journées.

Le forfait de remboursement de la demi-journée de mise à disposition étant fixé à 114 (cent quatorze) euros à la date de la signature de la présente convention, le total prévisionnel du remboursement s'établira à 3 420 (trois mille quatre cent vingt) euros.

Le remboursement est effectué à l'issue de chacune des phases inscrites à l'article 4, par mandat dans un délai de trente jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 6 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la

collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le : 23/12/2015

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,



M. Francis BOLLPHE

Le Maire de Besençon de Venise,



M. Christian GONNET

Pour le Maire empêché
le 1^{er} Adjoint,

Jérôme BOULETIN

Affiché le :

Rendu exécutoire le :

14 JAN 2016

14 JAN. 2016

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER

Décision N°2016-06

Objet : Modification de la régie de recettes 'vente de conteneurs - composteurs'

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin (CoVe),

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les conditions d'organisation, de fonctionnement et de contrôle des régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté n° 115-14 du 02 juin 2014 portant délégation d'attributions au Président dont la création de régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la CoVe ;

Vu la décision n° 95/65 du 28 février 1995 portant création d'une régie de recettes pour l'encaissement du produit de la vente de conteneurs à ordures ménagères ;

Considérant qu'il convient d'actualiser le fonctionnement de la régie de recettes et de modifier la nature des produits encaissés ;

Vu l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 11 janvier 2016 ;

D E C I D E

Article 1 : La décision n° 95/65 est abrogée et remplacée par la présente décision.

Article 2 : Il est institué une régie de recettes auprès du service magasin de la CoVe pour l'encaissement du produit de la vente de conteneurs à ordures ménagères et de composteurs.

Article 3 : Cette régie est installée dans les locaux de l'Hôtel de Communauté sis 1171 avenue du Mont Ventoux à Carpentras.

Article 4 : Les recettes désignées à l'article 2 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : espèces et chèques bancaires ou postaux.

Article 5 : Le recouvrement du produit des ventes est effectué au moyen de carnets à souches.

Article 6 : Le régisseur, le mandataire suppléant et le ou les mandataires sont nommés par le Président de la CoVe après avis conforme du comptable public assignataire.

Article 7 : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 500 €.

Article 8 : Le régisseur est tenu de verser au comptable public le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : Le régisseur verse auprès du service financier de la CoVe l'ensemble des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 10 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

Acquitté en PREFECTURE le 14/01/2016

- Article 11 :** Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.
- Article 12 :** Le mandataire suppléant et le ou les mandataires ne percevront pas d'indemnité de responsabilité.
- Article 13 :** Le Directeur Général des Services de la CoVe et le comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 14 JAN. 2016

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Général des Services



Laurent MARTEAU

Acquitté en PREFECTURE le 14/01/2016

De: "BASTIDE Françoise (84)" <francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.fr>

À: ESTEPA Laurent <estepa-l@ventoux-comtat.com>

Date: 11/01/2016 09:47

Objet: Re: Demande d'avis conforme - Projet de décision n° 2016-06 (modification régie vente de conteneurs-composteurs)

Bonjour M. Estepa,

le projet de modification de la régie " vente de conteneurs - composteurs" n'appelle aucune observation particulière de ma part. Avis conforme du comptable est donné.

Cordialement



Françoise BASTIDE
Inspectrice - Adjointe du Responsable
Centre des Finances Publiques
Trésorerie de Carpentras Municipale

Tél: 04.90.63.83.22

----- Message original -----

Sujet : Demande d'avis conforme - Projet de décision n° 2016-06
(modification régie vente de conteneurs-composteurs)

De : ESTEPA Laurent <estepa-l@ventoux-comtat.com>

Pour : BASTIDE FRANCOISE <francoise.bastide@dgfip.finances.gouv.fr>

Copie à : "GIULIANI Evelyne (84)"

<evelyne.giuliani@dgfip.finances.gouv.fr>

Date : 06/01/2016 17:41

Bonjour Madame Bastide,

Veuillez trouver ci-joint pour avis conforme notre projet de décision portant modification de la régie de recettes 'vente de conteneurs - composteurs'.

En vous remerciant,

Cordialement,

Laurent ESTEPA
Gestionnaire financier & fiscal
Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin - CoVe
Service Financier
Tél (ligne directe) : 04.90.67.60.33
Tél (standard) : 04.90.67.10.13
Fax : 04.90.60.59.09



Pièces jointes:

Fichier: [ATT00002.html](#) (Affiché en
ligne)

Taille:
42k

Type de contenu:
text/html



Acquitté en PREFECTURE le 14/01/2016

Fichier: [Image1](#) (Affiché en ligne)

Taille: 1k Type de contenu:
image/jpeg

Acquitté en PREFECTURE le 14/01/2016

Affiché le : 08 JAN. 2016

Rendu exécutoire le : 08 JAN. 2016

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX COMTAT VENAISSIN
EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU
PRESIDENT

DIRECTION DE LA COHESION SOCIALE – SERVICE ACTIONS EDUCATIVES
Décision n° 2016-7

OBJET : CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE LOCAUX

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, la CoVe, portant compétence en matière d'organisation et d'animation d'activités sportives d'intérêt communautaire,

Vu la délibération n° 115-14 du Conseil de Communauté du 2 juin 2014 portant délégation d'attributions au Président,

Considérant l'organisation par l'École Intercommunale des Sports de la CoVe (EIS) d'un stage d'hiver « multi-activités », programmé du 15 au 18 février 2016,

Considérant que le gymnase de l'Établissement PLEFPA Louis Giraud situé à Carpentras-Serres est propice à l'organisation du stage,

Considérant le projet de convention à cet effet entre l'Établissement PLEFPA Louis Giraud et la CoVe, portant autorisation d'occupation temporaire pour la durée du stage de l'EIS et consentie moyennant le versement de la somme de 224 euros correspondant au montant de la location,

D É C I D E

Article 1^{er} : DE SIGNER avec l'Établissement PLEFPA Louis Giraud, sis 310 chemin de l'Hermitage, 84200 Carpentras, la convention d'autorisation d'occupation temporaire, telle qu'annexée à la présente décision, moyennant la somme de 224 euros correspondant au montant de la location du gymnase pour la période du 15 au 18 février 2016.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 08 JAN. 2016

Le Président,



Francis Adblphe

Acquitté en PREFECTURE le 08/01/2016

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur



Lycée

**Etablissement Public Local d'Enseignement
et de Formation Professionnelle Agricoles**

*Lycée d'Enseignement Général, Technologique et
Professionnel Agricole*

L.E.G.T.P.A. Louis Giraud
310 chemin de l'Hermitage
Tél : 04 90 60 80 80
Fax : 04 90 60 13 44

CONVENTION

Réglant les conditions d'utilisation de l'E.P.L.E.F.P.A. Louis Giraud

Entre :

- ⇒ L'EPLEFPA Louis Giraud,
représenté par son Directeur, M. J.BURQ, d'une part,
- ⇒ Et la COVE – Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin
CS 30085 – 84203 CARPENTRAS CEDEX
représenté par M. Laurent MARTEAU
Désigné par ce qui suit par le contractant, d'autre part.

Article I -

Pour l'organisation Du stage d'hiver « multi activités » du lundi 15 février au jeudi 18 février 2016,

De 8H00 à 18H00, le contractant est autorisé à utiliser

Le gymnase

Article II -

Les manifestations se dérouleront sous la responsabilité exclusive du contractant, le nombre de participants ne pouvant excéder la capacité d'accueil des locaux.

Article III -

Le contractant sera tenu d'assurer l'encadrement des membres de son groupement par des agents professionnellement qualifiés et responsables; Il s'engage à respecter toutes consignes particulières données par le Chef d'Etablissement.

Article IV -

En aucun cas, l'établissement ne sera tenu pour responsable des accidents dont les membres ou représentants du groupement, contractant, utilisateurs pourraient être auteurs ou victimes, étant indiqué qu'aucune notion de surveillance ne saurait incomber au Chef de l'Etablissement ou à ses préposés.

Acquitté en PREFECTURE le 08/01/2016

Article V -

Le contractant reconnaît que les installations et matériels mis à disposition sont en parfait état et dégage dès à présent l'établissement de toute responsabilité pour tout accident pouvant survenir de vices cachés.

Le contractant s'engage à signaler au Chef d'Etablissement toute usure anormale, défectuosité et toutes autres causes de risques que pourraient présenter les installations ou matériels.

Le contractant ne pourra refuser d'assister et de participer à toute vérification qui pourrait à tout moment être décidée par le Chef d'Etablissement.

Le L.E.G.T.P.A. Louis Giraud ne peut être tenu pour civilement responsable des dommages qui pourraient résulter des réunions ou des activités pour lesquelles l'utilisation a été sollicitée. Seule est engagée la responsabilité de l'organisateur de l'activité.

Article VI -

Le contractant devra souscrire un contrat d'assurance pour les sinistres éventuels qui pourraient résulter de l'occupation des locaux par ses ressortissants, garantissant tous les risques y compris la réparation des dommages pouvant être causés aux personnes ou aux locaux.

Une copie de la police couvrant les risques devra être remise au Proviseur du Lycée avant l'utilisation des locaux.

Article VII -

En contrepartie de la faculté d'utilisation qui lui est accordée, le contractant s'engage à verser à l'établissement la somme de : 224.00€ correspondant au montant de la location.

Article VIII -

La présente convention peut-être dénoncée :

Par la commune ou le chef d'établissement à tout moment pour cas de force majeure ou pour motif sérieux tenant au bon fonctionnement du service public de l'éducation ou à l'ordre public.

A tout moment par le chef d'établissement si les lieux sont utilisés à des fins non conformes aux obligations contractées par les parties ou dans les conditions contraires aux dispositions prévues par la dite convention.

Article IX

Une modification de la convention ne pourra se faire qu'après accord des deux parties.

Fait à Serres, 08 JAN. 2016

Le Directeur de l'EPL EFPA

J.BURQ



Le contractant



Le Président

Francis ADOLPHE

Acquitté en PREFECTURE le 08/01/2016

Affiché le : 28 JAN. 2016
Rendu exécutoire le 28 JAN. 2016

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE SERVICE
AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE ET STRATÉGIE FONCIÈRE
Décision N°2016-8

**OBJET : PROROGATION DE LA PROMESSE SYNALLAGMATIQUE DE VENTE DU 19
DÉCEMBRE 2012 PORTANT SUR LES PARCELLES SECTION N n° 169, 170, 171, 172 ET
1602 À MAZAN**

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales;

Vu le Code Civil,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°115-14 du Conseil de Communauté du 2 juin 2014 portant attributions du Conseil au Président,

Vu la promesse synallagmatique de vente conclue entre les consorts ROGIER et la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin en date du 19 décembre 2012 portant sur les parcelles cadastrées section N n°169, 170, 171, 172 et 1602 d'une contenance totale de six hectares cinquante-trois ares et quinze centiares,

Vu l'avis des Domaines en date du 20 février 2015,

Considérant la volonté des parties de proroger la durée de la promesse jusqu'au 31 décembre 2016, sans qu'aucune autre condition à l'acte ne soit modifiée,

Vu le projet d'acte authentique établi conjointement par Maître PENEY, notaire à Mazan et Maître JEANJEAN-BOUDON, notaire à Carpentras,

D É C I D E

Article 1 : DE SIGNER l'acte authentique prorogeant jusqu'au 31 décembre 2016 la promesse synallagmatique de vente conclue entre les consorts ROGIER et la CoVe le 19 décembre 2012 portant sur les parcelles cadastrées section N n°169, 170, 171, 172 et 1602 d'une contenance totale de six hectares cinquante-trois ares et quinze centiares, sans qu'aucune autre condition à l'acte ne soit modifiée.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

En application de l'article R.421-I du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Carpentras, le 28 JAN. 2016
Pour le Président et par délégation,
Le Directeur général des services

Laurent MARTEAU



Acquitté en PREFECTURE le 28/01/2016



N° 7300-A-SD

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE
Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie
CS 80043
84088 AVIGNON CEDEX 9

Affaire suivie par : **Alexia GRUSON-DAVID**

COURRIEL : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 48

Avignon, le 20 février 2015

M. LE PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX COMTAT VENAISSIN
SERVICE AMÉNAGEMENT DE L'ESPACE ET
STRATÉGIE FONCIÈRE
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

AVIS DU DOMAINE

(Valeur vénale)

Décret n° 86-455 du 14 mars 86 modifié

Articles L1211-1 et L 1211-2 du Code général de la propriété des personnes publiques

ACQUISITION AMIALE

Dossier n° 2015-072V0160

1 - Service consultant : Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin

2 - Date de la consultation : 10/02/2015

3 - Opération soumise au contrôle (objet et but) : Demande d'actualisation de la valeur vénale d'une propriété immobilière en vue de son acquisition amiable par la COVE suite à une promesse de vente signée le 19 décembre 2012.

4 - Propriétaires présumés : Consorts ROGIER

5 – Situation du bien :

Commune : **MAZAN**

Adresse : Lieudit « Le Plol »

Références cadastrales : N n°s 169 (12.860 m²), 170 (1.590 m²), 171 (490 m²), 172 (34.240 m²) et 1602 (16.135 m²)

Superficie : 65.315 m²

6 - Description sommaire de l'immeuble compris dans l'opération :

Ancien bâtiment de ferme en pierres, construit en 1800, situé au milieu de terres en nature de vignes, à proximité du village.

Ce bâtiment sur 3 niveaux comprend :

▪ Au RDC :



Acquitté en PREFECTURE le 28/01/2016

- une grange/garage avec porte métallique en partie vitrée (mais vitres cassées) donnant sur 2 pièces à usage de chaufferie, et en sous-sol une cave avec sol en terre. À l'arrière du bâtiment, un garage avec toit plat et portail métallique, sol béton.

- 3 pièces dont 2 avec cheminées et deux petites pièces à usage semble-t-il de couloir.

- un hall principal à l'est avec cage d'escalier et dépendances agricoles

▪ Au 1^{er} étage : un ensemble de pièces avec tomettes au sol pour la plupart, dont certaines sur demi-palier et d'autres accessibles par une autre cage d'escalier partant de la grange. Ces pièces semblent avoir été habitées.

▪ Au 2^{ème} étage : une succession de greniers dont certains également sur demi-palier.

Ce bâtiment qui n'est plus habité depuis de nombreuses années est en très mauvais état. Des travaux importants sont à prévoir pour le réhabiliter. Celui-ci dispose de l'électricité mais n'est pas raccordé au réseau d'eau, ni d'assainissement. Néanmoins, il existe un fort potentiel pour un bien en zone agricole.

L'accès aux parcelles se fait par le chemin d'Aubignan et le chemin du Piol.

7 - Urbanisme - Servitudes - État du sous-sol - Éléments particuliers de plus-value et de moins-value-voies et réseaux divers :

- POS de la commune de MAZAN

- Zones : NC pour les parcelles N n° 169, 170, 171 et 172, et UE pour la parcelle N n° 1602

8 - Origine de propriété :

Donation partage du 23 décembre 1997 pour les parcelles N n° 172 et 1602

Donation partage du 28 mars 2003 pour les parcelles N n° 169, 170 et 171

9 - Situation locative : Libre

10 - Détermination de la valeur vénale actuelle :

Le prix négocié pour l'acquisition de l'ensemble immobilier constitué des parcelles N n° 169, 170, 171, 172 et 1602 d'un montant global de 915.000 € est conforme à la valeur du marché selon la ventilation suivante, :

- 171.400 € pour la parcelle N n° 170,

- 743.600 € pour les parcelles N n° 169, 171, 172 et 1602.

11 - Observations particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

Elle n'est, au surplus, valable que pour une acquisition réalisable uniquement dans les conditions du droit privé. Une nouvelle consultation serait indispensable si la procédure d'expropriation était effectivement engagée par l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
Le Responsable du Service



Jean-Pierre SALVADOR

Affiché le : 09 FEV. 2016

Rendu exécutoire le : 09 FEV. 2016

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
Décision N° 2016-9

OBJET : Convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la Commune de la Roque sur Pernes pour le choix d'un opérateur en charge de la création d'une ferme photovoltaïque

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°128-08 du 7 juillet 2008, approuvant la convention cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et ses communes membres et autorisant le Président à la signer avec les communes qui en émettent la demande,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°115-14 du 02 juin 2014 portant délégation de pouvoirs au Président,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Roque sur Pernes n°10/29 du 11 juin 2010, portant adhésion à la convention cadre précitée,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Roque sur Pernes n° 16/05 du 22 janvier 2016, approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la Commune de la Roque sur Pernes pour le choix d'un opérateur en charge de la création d'une ferme photovoltaïque,

Vu le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour le choix d'un opérateur en charge de la création d'une ferme photovoltaïque, en application de la précédente convention cadre,

Considérant que la mise à disposition des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services,

D É C I D E

Article 1 : De signer le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour le choix d'un opérateur en charge de la création d'une ferme photovoltaïque,

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 09 FEV. 2016
Le Président,

Francis ADOLPHE



Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

**ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE DE LA ROQUE SUR PERNES
POUR LE CHOIX D'UN OPERATEUR EN CHARGE DE LA CREATION D'UNE FERME
PHOTOVOLTAÏQUE**

Liminaire :

La commune de La Roque sur Pernes ayant approuvé et adhéré à la Convention-cadre de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et ses communes-membres, approuvée par délibération du Conseil de Communauté n°128-08 en date du 7 juillet 2008 ;

Exposé des motifs :

La commune souhaite créer une ferme photovoltaïque dans une ancienne carrière.
La commune de La Roque sur Pernes ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet (Conduite de projets publics, marchés publics, énergie renouvelable ...) ; en revanche, les services de la CoVe emploient des fonctionnaires territoriaux à même de répondre à ce besoin de la commune. La mise à disposition des services de la CoVe à la commune de la Roque sur Pernes présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Article 1 : les parties

Entre :

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Francis Adolphe, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 115-14 en date du 2 juin 2014.

et d'autre part, la commune de La Roque sur Pernes membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Joseph Bernhardt, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 22.01.16

Article 2 : objet

La commune souhaite installer une ferme photovoltaïque dans une ancienne carrière dont La présente convention consiste en une assistance au choix d'un opérateur en charge de l'investissement, de la réalisation et de l'exploitation de cet aménagement.

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et de la convention-cadre citée en liminaire, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune de la Roque sur Pernes pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation de cette opération.

Article 3 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune de la Roque sur Pernes tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques, le service Environnement & Energie

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016

Article 4 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage, en application de la délibération n°128-08 en date du 7 juillet 2008, recouvre les missions suivantes :

| | TOTAL demi-journées |
|--|--------------------------------|
| - Elaboration du dossier de consultation des entreprises | 6 |
| - Préparation des formalités de publicité | 2 |
| - Assistance à l'organisation administrative de la réception des offres | 2 |
| - Analyse des offres | 6 |
| - Assistance au maître de l'ouvrage pour mises au point et négociations | 2 |
| - Rédaction du rapport final d'analyse des offres | 2 |
| - Assistance à la notification du marché et aux projets de réponse aux demandes des entreprises non retenues | 2 |
| TOTAL DEMI-JOURNEES | 22 |
| TOTAL EUROS | 2552,00 € |

Article 5 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le choix de l'opérateur mobilisera les services mis à disposition, à raison de 22 (vingt-deux) demi-journées.

Le forfait de remboursement de la demi-journée de mise à disposition étant fixé à 116 (cent seize) euros à la date de la signature de la présente convention, le total prévisionnel du remboursement s'établira à 2 552 (deux mille cinq cent cinquante-deux) euros.

Le remboursement est effectué à l'issue de chacune des phases inscrites à l'article 4, par mandat dans un délai de trente jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 6 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le 09 FEV. 2016

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,



M. Francis Adolphe

Le Maire de La Roque sur Pernes



M. Joseph Bernhardt

Acquitté en PREFECTURE le 09/02/2016

Affiché le : - 4 FEV. 2016

Rendu exécutoire le :

- 4 FEV. 2016

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX - COMTAT VENAISSIN
EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
Décision N° 2016-10

OBJET : Convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la Commune de la Roque sur Pernes pour la mise en accessibilité de la salle des fêtes - phase études

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-10 et les alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°128-08 du 7 juillet 2008, approuvant la convention cadre de mise à disposition de services d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et ses communes membres et autorisant le Président à la signer avec les communes qui en émettent la demande,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°115-14 du 02 juin 2014 portant délégation de pouvoirs au Président,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Roque sur Pernes n° 10/29 du 10 juin 2010, portant adhésion à la convention cadre précitée,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Roque sur Pernes n° 16/08 du 22 janvier 2016, approuvant le projet de convention de mise à disposition de service d'AMO entre la CoVe et la Commune de la Roque sur Pernes pour la mise en accessibilité de la salle des fêtes - phase études,

Vu le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour la mise en accessibilité de la salle des fêtes - phase études, en application de la précédente convention cadre,

Considérant que la mise à disposition des services de la CoVe pour l'exercice des compétences communales présente en l'espèce un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services,

D É C I D E

Article 1 : De signer le projet de convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et la commune de la Roque sur Pernes pour la mise en accessibilité de la salle des fêtes - phase études.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le - 4 FEV. 2016
Le Président


Francis ADOLPHE



Acquitté en PREFECTURE le 04/02/2016

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE
D'ASSISTANCE A MAÎTRISE D'OUVRAGE**

**ENTRE LA CoVe ET LA COMMUNE DE LA ROQUE SUR PERNES
POUR LA MISE EN ACCESSIBILITE DE LA SALLE DES FETES
PHASE ETUDES**

Liminaire :

La commune de la Roque sur Pernes ayant approuvé et adhéré à la Convention-cadre de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage entre la CoVe et ses communes-membres, approuvée par délibération du Conseil de Communauté n°128-08 en date du 7 juillet 2008 ;

Exposé des motifs :

La commune a planifié dans son agenda d'accessibilité de mettre aux normes la salle des fêtes. La commune de la Roque sur Pernes ne dispose pas au sein de ses services municipaux des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet (Conduite de projets publics, marchés publics, ...) ; en revanche, les services de la CoVe emploient des fonctionnaires territoriaux à même de répondre à ce besoin de la commune. La mise à disposition des services de la CoVe à la commune de la Roque sur Pernes présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Article 1 : les parties

Entre :

d'une part, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « établissement d'origine », représentée par son Président, Monsieur Francis Adolphe, agissant par délégation de compétence du Conseil de Communauté, en application de la délibération n° 115-14 en date du 2 juin 2014.

et d'autre part, la commune de la Roque sur Pernes membre de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin, dite « collectivité d'accueil », représentée par son Maire, Monsieur Joseph Bernhardt, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal du 22/01/16

Article 2 : objet

La commune souhaite mettre aux normes accessibilité sa salle des fêtes.

La présente convention consiste en une assistance au choix d'un opérateur en charge de l'investissement, de la réalisation et de l'exploitation de cet aménagement.

Il est conclu, en application des alinéas III et IV de l'article L.5211-4-1 du code général des collectivités territoriales et de la convention-cadre citée en liminaire, une convention de mise à disposition des services de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin auprès de la commune de la Roque sur Pernes pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage concernant la réalisation de cette opération pour la phase des études.

Article 3 : composition du service mis à disposition

En application de la présente convention, la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin mettra à disposition de la commune de la Roque sur Pernes tous les services nécessaires à la réalisation de la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage citée en objet en particulier le service Constructions Publiques,

Acquitté en PREFECTURE le 04/02/2016

Article 4 : étendue de l'assistance à maîtrise d'ouvrage

L'assistance à la maîtrise d'ouvrage, en application de la délibération n°128-08 en date du 7 juillet 2008, recouvre les missions suivantes :

| CONCEPTION DE L'OPERATION ETUDES | TOTAL |
|--|-------------------------|
| I.1 Préparation du Programme- Choix d'un maître d'œuvre <ul style="list-style-type: none">- Assistance à Elaboration du marché de maîtrise d'œuvre (Programme - Pièces Administratives et Techniques)- Assistance à l'élaboration du plan de financement- Assistance pour le choix du maître d'œuvre | 8 demi-journées |
| I.2 Suivi du marché de maîtrise d'œuvre <ul style="list-style-type: none">- Passation, gestion du marché de maîtrise d'œuvre et suivi des prestations réalisées- Assistance à l'élaboration des pièces administratives relatives à la consultation des entreprises de travaux- Assistance à la passation et à la notification des marchés de travaux | 10 demi-journées |
| I.3 Préparation, suivi et autres contrats d'études et de prestations intellectuelles <ul style="list-style-type: none">- Définition de la mission SPS, OPC et Bureau de contrôle- Préparation des procédures de consultation- Assistance du maître de l'ouvrage pour le choix des titulaires- Gestion des marchés et suivi des prestations réalisées en phase études | 4 demi-journées |
| TOTAL DEMI-JOURNEES | 22 demi-journées |
| TOTAL EUROS | 2 552,00€ |

Article 5 : remboursement des frais de fonctionnement du service

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le choix de l'opérateur mobilisera les services mis à disposition, à raison de 22 (vingt-deux) demi-journées.

Le forfait de remboursement de la demi-journée de mise à disposition étant fixé à 116 (cent seize euros) à la date de la signature de la présente convention, le total prévisionnel du remboursement s'établira à 2 552 (deux mille cinq cent cinquante-deux euros).

Le remboursement est effectué à l'issue de chacune des phases inscrites à l'article 4, par mandat dans un délai de trente jours à compter de l'acceptation contradictoire de l'effectivité des tâches.

Article 6 : modification et résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage

La convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas susceptible de modification substantielle tenant à son objet ou aux modalités de mise en œuvre et de remboursement.

L'exécution de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage peut être suspendue à tout moment et sans préavis, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Le contenu de la mission peut être diminué, à tout moment et dans le respect d'un préavis de quatre mois, et ce, jusqu'à la résiliation de la convention de mise à disposition de service d'assistance à maîtrise d'ouvrage, à la demande expresse et motivée de la collectivité d'accueil acceptée expressément par l'établissement d'origine.

Article 7 : juridiction compétente en cas de litige

Les parties s'obligent à rechercher une solution amiable à tout litige.

Toutefois, tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Nîmes.

Fait à Carpentras, le - 4 FEV. 2016

Le Président de la Communauté d'agglomération
Ventoux Comtat Venaissin,



M. Francis Adolphe

Le Maire de la Roque sur Pernes



M. Joseph Bernhardt

Acquitté en PREFECTURE le 04/02/2016

Affiché le : **23 FEV. 2016**

Rendu exécutoire le : **23 FEV. 2016**

DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES
Décision N°2016-11

OBJET : PERMIS DE DÉMOLIR DES BIENS BÂTIS SITUÉS SUR LES PARCELLES CADASTRÉES
SECTION BI N° 4, 5 ET 6 - CHEMIN DE VILLEFRANCHE À CARPENTRAS

Le Président de la Communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, la CoVe, portant compétence en matière de développement économique,

Vu la délibération du Conseil de communauté n°28-16 du Conseil de Communauté du 8 février 2016 portant modification des attributions du Conseil au Président, notamment celle de signer les demandes de permis de construire, de déclarations préalables, de permis de démolir, de permis d'aménager et de certificats d'urbanisme, portant sur les biens propriété de la Communauté d'agglomération,

Vu le projet de permis de démolir portant sur des biens bâtis des parcelles cadastrées en section BI n°4,5 et 6 chemin de Villefranche à Carpentras,

Considérant la nécessité de déposer une demande de permis de démolir des bâtiments appartenant à la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin sis sur les parcelles section BI n°4,5 et 6 chemin de Villefranche à Carpentras,

D É C I D E

Article 1 : De signer et de déposer une demande de permis de démolir les biens propriétés de la Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin sis sur les parcelles section BI n°4,5 et 6 chemin de Villefranche - commune de Carpentras.

Article 2 : Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Carpentras, le **23 FEV. 2016**
Le président

Francis ADOLPHE



Acquitté en PREFECTURE le 23/02/2016

Nomenclature : 3.3.1. Domaine et patrimoine – Locations – Baux à prendre (inférieures au seuil de consultation des Domaines)

Transmis en Préfecture le : 10 MARS 2016

Affiché le : 10 MARS 2016

Rendu exécutoire le : 10 MARS 2016

République Française
Département de Vaucluse
Arrondissement de Carpentras
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX COMTAT VENAISSIN
EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT

Direction de la Cohésion Sociale – Service actions éducatives
Décision N° 2016-12

OBJET : CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE D'UNE PARTIE DE PROPRIÉTÉ PRIVÉE

Le Président de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin, portant compétence en matière d'organisation et d'animation d'activités sportives d'intérêt communautaire,

Vu la délibération du Conseil de Communauté n°28-16 du 8 février 2016 portant délégation d'attributions au Président,

Considérant l'organisation par l'Ecole Intercommunale des Sports de la CoVe d'un stage de printemps « activités de pleine nature », programmé du 11 au 14 avril 2016,

Considérant qu'un terrain, composé des parcelles cadastrées section A, n°535, 541 et 952, lieu-dit Le Rouret, à Mazan, propriété de l'entreprise Lafarge – Granulats Sud, a été identifié comme propice à l'organisation dudit stage,

Considérant le projet de convention à cet effet entre la CoVe et la société Lafarge Granulats Sud – Granulats du Midi, portant autorisation d'occupation temporaire pour la période du 11 au 12 avril 2016 et consentie à titre gratuit,

D É C I D E

Article 1^{er} :

DE SIGNER avec la société Lafarge Granulats Sud – Granulats du Midi, sise avenue du Général de Gaulle, BP 26, 13870 ROGNONAS, la convention d'autorisation d'occupation temporaire, telle qu'annexée à la présente décision.

Article 2 :

Le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération Ventoux Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le 10 MARS 2016
Le Président


Francis Adolphe



Acquitté en PREFECTURE le 10/03/2016

Convention d'occupation temporaire d'une partie de propriété privée

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'Agglomération Ventoux – Comtat Venaissin, sise 1171, avenue du Mont-Ventoux, CS 30085, 84203 CARPENTRAS Cedex,
représentée par son Président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE, autorisé par décision n° 2016-12 en date du 1^{er} mars 2016 prise en vertu d'une délégation d'attributions du Conseil de communauté en date du 8 février 2016, ci-après dénommée La CoVe,

ET

La Société GRANULATS DU MIDI – LAFARGE GRANULATS SUD, sise Avenue du Général de Gaulle, BP 26, 13870 ROGNONAS,
représentée par Monsieur Noël MAILLET,
Propriétaire du terrain ci-après désigné sur le territoire de la Commune de Mazan,
ci-après dénommée le Propriétaire,

PREAMBULE

Les statuts de la CoVe lui portent compétence en matière d'organisation et d'animation d'activités sportives d'intérêt communautaire. A ce titre, l'Ecole Intercommunale des Sports (EIS) de la CoVe organise un stage de printemps « activités de pleine nature » du 11 au 14 avril 2016, de 9 heures à 16 heures 30, à destination des enfants scolarisés du CP au CM2 et domiciliés sur le territoire de la CoVe.

Considérant qu'un terrain appartenant au Propriétaire a été identifié comme convenant au déroulement de ce stage, et la CoVe ayant sollicité auprès dudit Propriétaire, un accord pour son occupation temporaire ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités d'autorisation d'occupation temporaire ainsi que le régime de responsabilité applicable à un terrain privé ouvert au public afin de permettre le déroulement du stage de printemps « activités de pleine nature » de l'EIS de la CoVe.

Article 2 : BIENS CONCERNES

La présente convention concerne la propriété désignée par les parcelles ci-après :
Parcelles cadastrées numéros 535, 541 et 952, section A, lieudit le Rouret, situées sur le territoire de la commune de Mazan.

Les parcelles sont indiquées dans le plan annexé à la présente convention.

Article 3 : AUTORISATION

Le Propriétaire autorise l'occupation de son bien exclusivement pour l'organisation et l'animation et l'encadrement par l'EIS de la CoVe d'activités sportives de pleine nature dans le cadre de son stage de printemps 2016. Toute construction est interdite ; seuls peuvent être admis le positionnement de matériels sportifs mobiles.

Acquitté en PREFECTURE le 10/03/2016

Article 4 : DUREE ET SUIVI DE LA CONVENTION

La présente convention est consentie et acceptée pour la période allant du 11 au 12 avril 2016, sans possibilité de prolongation.

Il est convenu qu'à défaut de respecter les engagements contenus dans le acte, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans délai de préavis.

En cas de besoin, le propriétaire pourra contacter le service chargé de l'application de la présente convention :

Direction de la Cohésion Sociale de la CoVe,

Service Actions éducatives

Monsieur Patrick HERMITTE

Tél : 04.90.67.10.13 – 04.90.67.69.26

La CoVe, 1171 avenue du Mont-Ventoux – 84200 Carpentras.

Article 5 : GRATUITÉ

La présente convention est conclue à titre gratuit par le propriétaire et ne peut faire l'objet de rémunération.

Article 6 : ENGAGEMENTS

La CoVe s'engage à occuper le bien en bon père de famille. Elle est tenue d'entretenir en parfait état le site et de veiller à sa bonne propreté. En particulier, elle s'interdit tout dépôt d'ordures ou de déchets de quelque sorte.

Le propriétaire s'engage à permettre l'occupation par l'EIS de la CoVe et à en faciliter l'accès.

Article 7 : RESPONSABILITES DES PARTIES

La CoVe et ses préposés supporteront les conséquences des dommages subis ou causés du fait de leur propre imprudence et notamment du fait de l'inadaptation de leurs comportements à l'état naturel des lieux ou aux dangers normalement prévisibles dans la nature.

La responsabilité civile du propriétaire ne pourra être engagée au titre des dommages subis ou causés à l'occasion de l'occupation de la CoVe conforme à l'objet de la convention qu'en raison de ses actes fautifs dont le demandeur devra apporter la preuve.

Chacune des parties signataires déclare être assurée pour les risques et responsabilités encourus en application de la présente convention.

Article 8 : MODIFICATIONS ET RECOURS

Les parties peuvent convenir d'une modification des termes et des dispositions pratiques de la présente convention par un avenant signé entre la CoVe et le propriétaire. Les parties s'obligent à prévenir et à régler tout différend à l'amiable ; à défaut, les litiges susceptibles d'intervenir entre les parties de la convention seront soumis à la juridiction compétente.

Fait en deux exemplaires,

Le 10 MARS 2016.....àCARPENTRAS.

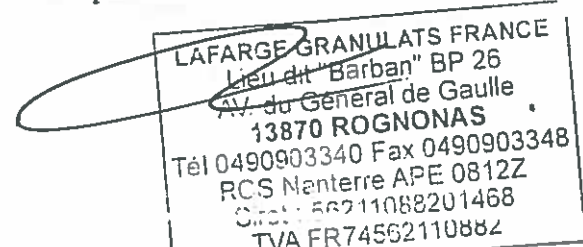
Le Président de la CoVe

Francis ADOLPHE



Le Propriétaire

24/3/2016.



Département
VAUCLUSE

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISÉ

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant
AVIGNON
BP 11052
84088 AVIGNON Cedex
tél. 04 90 27 72 61 - fax 04 90 27 72 72
cdi.avignon@dgi.finances.gouv.fr

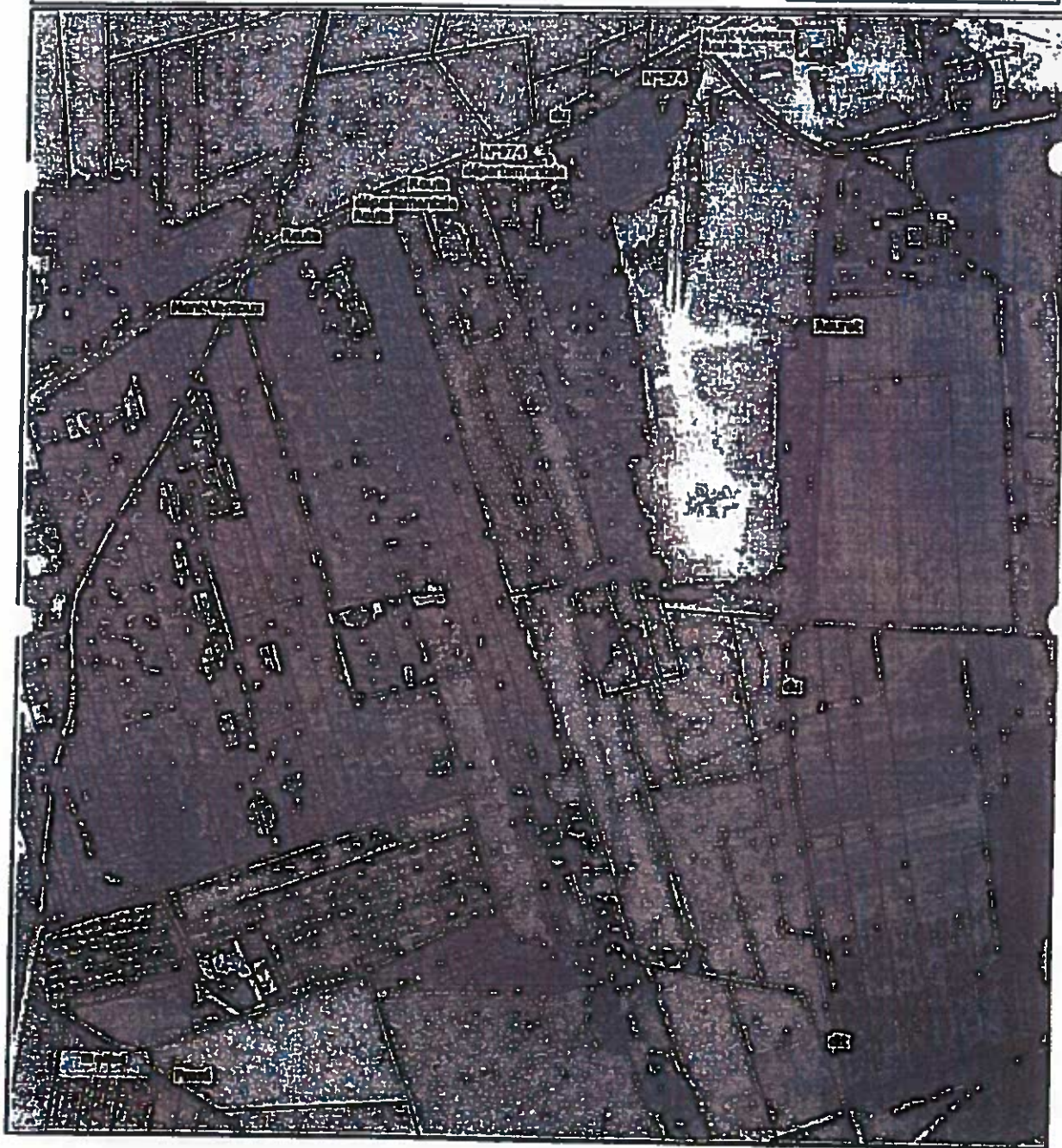
Échelle d'édition : 1/3465

Date d'édition : 4 Avril 2012
(fuseau horaire de Paris)

©2008 Ministère du budget, des comptes
publics et de la fonction publique

Cet extrait de plan vous est délivré par :

CartoCoVe - le SIG de la CoVe sur Internet



Acquitté en PREFECTURE le 10/03/2016

Affiché le : 24 MARS 2016
Rendu exécutoire le : 24 MARS 2016

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
Décision N° 2016-13

**OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PRIVÉ DE LA CoVe AVEC
L'ASSOCIATION « BRÉGOUX COMPÉTITION »**

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 relatif à la délégation d'attributions octroyées par l'organe délibérant au président,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°28-16 du 8 février 2016 portant délégation d'attributions du conseil de communauté au président, notamment en son article 2-19; autorisant le président à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe,

Vu la demande formulée par l'association « Brégoux Compétition » pour l'occupation de terrains communautaires, vierges de toutes constructions et situés sur la commune de Loriol du Comtat, aux fins d'entraînement et de concours à caractère équestre,

Considérant que l'occupation envisagée permet de valoriser des terrains gelés au regard de leur classement au plan de prévention des risques d'inondation (PPRI),

DÉCIDE

Article 1 : De conclure avec l'association « Brégoux Compétition », représentée par Monsieur Daniel SERRA, une convention d'occupation à titre précaire et révocable pour un ensemble de terrains situés à Loriol du Comtat d'une contenance totale de 11 ha 62 a 15 ca.

Article 2 : D'autoriser la présente occupation pour l'année 2016.

Article 3 : De fixer à 1 200,00 € (mille deux cents euros) le montant annuel de la redevance d'occupation.

Article 4 : Le directeur général de la Communauté d'agglomération Ventoux- Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera transmise à Monsieur le préfet du Vaucluse et à Monsieur le trésorier principal de Carpentras.

Fait à Carpentras, le 24 MARS 2016
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Maréchal



Acquitté en PREFECTURE le 24/03/2016



CONVENTION D'OCCUPATION À TITRE PRÉCAIRE ET RÉVOCABLE

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, sise 1171 avenue du mont Ventoux 84200 Carpentras, représentée par son président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE,
Ci-après dénommée : « La CoVe »

D'une part,

et

L'association «Brégoux Compétition», association régie par la loi 1901, sise 573 ancienne route de Sarrians – 84810 Aubignan, représentée par Monsieur Daniel SERRA,
Ci-après dénommée : « L'association »

D'autre part.

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'association est autorisée, sous le régime des occupations temporaires du domaine privé de la CoVe, à occuper à titre précaire et révocable un ensemble de parcelles de terre, d'une contenance totale de 11 ha 62 a 15 ca, situées sur la commune de Lorient du Comtat (84870) et cadastrées comme suit :

- Lieu-dit Mourre des Pins, Section A n° 168, 170, 171, 172, 173, 174, 175,
- Lieu-dit Pont de Maupas, Section A n° 53
- Lieu-dit Patiol, Section A n° 54, 55, 56, 158.

Article 2 : Conditions d'occupation

Les parcelles mises à disposition sont vierges de toute construction.

L'association reconnaît avoir connaissance des risques inhérents à cette occupation eu égard au classement des terrains mis à disposition en zone rouge du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (risque maximum).

Toute construction y compris abris temporaires ou locaux techniques du seul fait de l'association est interdite.

Seuls peuvent être admis des équipements sportifs accessoires de types portiques à condition d'être ancrés au sol.

La réalisation de clôtures est autorisée à condition d'être réalisée sans mur bahut. Elles doivent être transparentes à l'écoulement des eaux.

Article 3 : État du bien

L'association prendra les parcelles dans l'état où elles se trouvent lors de son entrée en jouissance.

Article 4 : Destination du bien

Les parcelles de terres, objet de la présente convention, seront utilisées par l'association à usage exclusif de centre d'entraînement et pour l'organisation de concours à caractère équestre.

Article 5 : Entretien

L'association est tenue d'entretenir en parfait état le site et de veiller à sa bonne propreté.

Elle s'interdit notamment tout dépôt d'ordures ou déchets de quelque sorte.

Article 6 : Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même l'association s'interdit de sous-louer tout ou partie des parcelles et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2016 sans possibilité de tacite reconduction.

La signature d'une nouvelle convention pourra être envisagée l'année suivante, sur demande écrite de l'association, dans le délai de deux mois avant la date de prise d'effet souhaitée.

Acquitté en PREFECTURE le 24/03/2016

Article 8 : Redevance – Modalités de règlement

Le montant de la redevance d'occupation est fixé à 1 200,00 € (mille deux cents euros), tout compris.

L'association devra s'acquitter de ce montant, fractionné en deux parts égales de 600,00 €, à réception des titres de recette émis semestriellement par le service financier de la CoVe.

Article 9 : Assurances

L'association doit être couverte par une police d'assurance, souscrite auprès d'une compagnie notoirement connue, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut lui incomber, notamment en raison des recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

Article 10 : Responsabilité et recours

L'association sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Article 11 : Obligations générales de l'association

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'association accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.
- se conformer aux lois et règlements en vigueur.

Article 12 : Résiliation

L'association reconnaît avoir connaissance des projets de cession afférents aux biens occupés et s'engage à restituer en tout ou partie les parcelles de terrain dans leur état originel dans un délai d'un mois à réception d'une demande écrite de la CoVe.

Dans ce cas, une réfection du loyer sera appliquée à concurrence de la superficie des parcelles vendues et au prorata temporis, mais sans ouvrir droit à indemnité au profit de l'association au motif de cette éviction partielle.

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'une des parties de l'une des quelconques obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité ni réfection de loyer, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

Article 13 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention les parties font election de domicile :

- Pour la CoVe en son siège social, 1171, avenue du mont Ventoux 84200 Carpentras.
- Pour l'association en son siège social, 573, ancienne route de Sarrians – 84810 Aubignan.

Article 14 : Transmission au représentant de l'État

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982 la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 15 - Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. En cas de désaccord persistant, il sera porté devant la juridiction d'instance compétente.

Fait en deux exemplaires originaux à Carpentras, le **24 MARS 2016**

Pour le Président
de la communauté d'agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin, et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent



Pour l'association
Brégoux Compétition

Daniel SERRA

Acquitté en PREFECTURE le 24/03/2016

Affiché le : **24 MARS 2016**
Rendu exécutoire le : **24 MARS 2016**

DIRECTION DES RESSOURCES ET DES MOYENS / SERVICE FINANCIER
Décision N° 2016-14

**OBJET : CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PRIVÉ DE LA CoVe AVEC LA SOCIÉTÉ
AMIEL TRAVAUX PUBLICS**

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 relatif à la délégation d'attributions octroyées par l'organe délibérant au président,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques,

Vu la délibération n°28-16 du 8 février 2016 portant délégation d'attributions du conseil de communauté au président, notamment en son article 2-19; autorisant le président à délivrer les autorisations d'occupation du domaine public et du domaine privé de la CoVe,

Vu la demande formulée par l'établissement Amiel Travaux Publics pour l'occupation d'un terrain communautaire, vierge de toutes constructions et situé sur la commune de Loriol du Comtat, aux fins de stockage de matériaux de construction,

Considérant que l'occupation envisagée permet de valoriser un terrain gelé au regard de son classement au plan de prévention des risques d'inondation (PPRI),

DÉCIDE

Article 1 : De conclure avec l'établissement Amiel Travaux Publics, représenté par Monsieur Daniel AMIEL, une convention d'occupation à titre précaire et révocable pour le terrain cadastré section A n°664 lieudit « Mourre des Pins » sur la commune de Loriol du Comtat d'une contenance de 37 a 32 ca.

Article 2 : D'autoriser la présente occupation pour l'année 2016.

Article 3 : De fixer à 120,00 € (cent vingt euros) le montant annuel de la redevance d'occupation.

Article 4 : Le directeur général de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera transmise à Monsieur le préfet du Vaucluse et à Monsieur le trésorier principal de Carpentras.

24 MARS 2016
Fait à Carpentras, le
Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent Marteau



Acquitté en PREFECTURE le 24/03/2016



CONVENTION D'OCCUPATION À TITRE PRÉCAIRE ET RÉVOCABLE

Entre les soussignés :

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin, sise 1171, avenue du mont Ventoux 84200 Carpentras, représentée par son président en exercice, Monsieur Francis ADOLPHE,
Ci-après dénommée : « La CoVe »

D'une part,

et

L'établissement Amiel Travaux Publics sis 111 Zone Artisanale – 84870 Loriol-du-Comtat, représenté par Monsieur Daniel Amiel artisan,
Ci-après dénommé : « L'établissement »

D'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'établissement est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine privé de la CoVe, à occuper à titre précaire et révocable un terrain d'une contenance de 37 a 32 ca, situé sur la commune de Loriol-du-Comtat (84870) et cadastré comme suit :

- Lieu-dit Mourre des Pins, Section A n° 664

Article 2 : Conditions d'occupation

Le terrain mis à disposition est vierge de toute construction.

L'établissement reconnaît avoir connaissance des risques inhérents à cette occupation eu égard au classement du terrain mis à disposition en zone rouge du Plan de Prévention des Risques d'Inondation (risque maximum).

Toute construction y compris abris temporaires ou locaux techniques du seul fait de l'établissement est interdite.

La réalisation de clôture est autorisée à condition d'être réalisée sans mur bahut. Elle doit être transparente à l'écoulement des eaux.

Les matériaux stockés ou équipements extérieurs doivent être dotés d'un dispositif les empêchant d'être emportés en crue (arrimage, ancrage, mise hors d'eau,...).

Le stockage de produits polluants ou dangereux doit être réalisé au-dessus de la cote de référence du plan de prévention des risques d'inondation à savoir 2,30 mètres de hauteur.

Article 3 : État du bien

L'établissement prendra le terrain dans l'état où il se trouve lors de son entrée en jouissance.

Article 4 : Destination du bien

Le terrain, objet de la présente convention, sera utilisé par l'établissement à usage exclusif de stockage de matériaux ne comportant pas de construction.

Article 5 : Entretien

L'établissement est tenu d'entretenir en parfait état le site et de veiller à sa bonne propreté.

Il s'interdit notamment tout dépôt d'ordures ménagères.

Article 6 : Cession, sous-location

La présente convention étant consentie intuitu personae et en considération des objectifs décrits ci-dessus, toute cession de droits en résultant est interdite.

De même l'établissement s'interdit de sous-louer tout ou partie des parcelles et plus généralement d'en conférer la jouissance totale ou partielle à un tiers par quelque modalité juridique que ce soit.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'année 2016 sans possibilité de tacite reconduction.

La signature d'une nouvelle convention pourra être envisagée l'année suivante, sur demande écrite de l'établissement, dans le délai de deux mois avant la date de prise d'effet souhaitée.

Acquitté en PREFECTURE le 24/03/2016

Article 8 : Redevance

Le montant de la redevance d'occupation est fixé à 120,00 € (cent vingt euros), tout compris.

L'établissement devra s'acquitter de ce montant à réception du titre de recette correspondant émis par le service financier de la CoVe.

Article 9 : Assurances

L'établissement doit être couvert par une police d'assurance, souscrite auprès d'une compagnie notoirement connue, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut lui incombier, notamment en raison des recours des voisins et des tiers résultant de son activité ou de sa qualité.

Article 10 : Responsabilité et recours

L'établissement sera personnellement responsable vis-à-vis de la CoVe et des tiers des conséquences dommageables résultant des infractions aux clauses et conditions de la présente convention, de son fait ou de celui de ses membres ou de ses préposés.

Article 11 : Obligations générales de l'établissement

La présente convention est consentie aux charges et conditions générales que l'établissement accepte précisément à savoir :

- faire son affaire personnelle de toutes réclamations ou contestations de tiers concernant son activité.
- se conformer aux lois et règlements en vigueur.

Article 12 : Résiliation

L'établissement reconnaît avoir connaissance des projets de cession afférents au bien occupé et s'engage à restituer en tout ou partie la parcelle de terrain dans son état originel dans un délai d'un mois à réception d'une demande écrite de la CoVe.

Dans ce cas, une réduction du loyer sera appliquée à concurrence de la superficie vendue et au prorata temporis, mais sans ouvrir droit à indemnité au profit de l'établissement au motif de cette éviction.

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'une des parties de l'une des quelconques obligations contenues dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité ni réduction de loyer, à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception portant mise en demeure d'avoir à exécuter et restée sans effet.

Article 13 : Droit de préférence

L'établissement ne pourra pas se prévaloir d'un droit de préférence, dans le cas où la CoVe déciderait de poursuivre l'occupation de ce terrain, à l'échéance de la présente convention.

Article 14 : Election de domicile

Pour l'exécution de la présente convention les parties font élection de domicile :

- Pour la CoVe en son siège social 1171, avenue du mont Ventoux 84200 Carpentras.
- Pour l'établissement en son lieu d'activité 111, Zone Artisanale - 84870 Lorient du Comtat.

Article 15 : Transmission au représentant de l'État

En application de l'article 2 de la loi du 2 mars 1982 la présente convention ne sera exécutoire qu'après transmission au représentant de l'État dans le département.

Article 16 - Litiges

En cas de difficultés sur l'interprétation de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leurs différends à l'amiable. En cas de désaccord persistant, il sera porté devant la juridiction d'instance compétente.

Fait en deux exemplaires originaux à Carpentras, le **24 MARS 2016**

Pour le président
de la communauté d'agglomération
Ventoux-Comtat Venaissin, et par délégation,
Le directeur général des services,

Laurent MARTEAU



Pour l'établissement
Amiel Travaux Publics

Daniel AMIEL

Acquitté en PREFECTURE le 24/03/2016

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
VENTOUX – COMTAT VENAISSIN**

Affiché le : **31 MARS 2016**

Rendu exécutoire le : **31 MARS 2016**

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DECISIONS DU PRESIDENT**

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE/ SERVICE
AMENAGEMENT DE L'ESPACE ET STRATEGIE FONCIERE
N°2016-15**

**OBJET : COMPROMIS DE VENTE SUR LA PARCELLE BK N°1008 BATIMENT A1 DU SITE DU
MARCHÉ GARE - COMMUNE DE CARPENTRAS**

Le président de la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin,

Vu la délibération du conseil de communauté n°28-16 du 8 février 2016 portant délégation d'attributions au président,

Considérant le site du « marché gare » sis sur la commune de Carpentras appartenant à la communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin constitué au nord d'une plateforme immobilière comprenant plusieurs bâtiments d'activités actuellement loués à des entreprises de négoce de gros.

Considérant le bâtiment A1, correspondant à la parcelle cadastrée section BK n°1008 d'une contenance de vingt-quatre ares et soixante-six centiares, actuellement loué à la société Via Nature représentée par M. Nicolas CHABAS, en sa qualité de gérant,

Considérant la demande du locataire de se porter acquéreur de son bâtiment,

Vu l'avis du service de France Domaine en date du 11 septembre 2015,

Vu le projet de compromis de vente établi conjointement par Maître SOL, notaire à l'Ilse sur la Sorgue et Maître JEANJEAN-BOUDON, notaire à Carpentras.

DECIDE

Article 1^{er} : De signer le compromis de vente portant sur la cession à M. Nicolas CHABAS, demeurant 233 chemin de Saint Gens 84200 Carpentras, de la parcelle cadastrée section BK n°1008 d'une contenance de vingt-quatre ares et soixante-six centiares, correspondant au bâtiment A1 du site du « marché gare » sur la commune de Carpentras,

Article 2 : De réaliser ce compromis en vue d'une cession d'un montant de trois cent quatre-vingt-quinze mille euros (395 000 €),

Article 3 : Le directeur général des services de la communauté d'agglomération Ventoux - Comtat Venaissin est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Carpentras, le **31 MARS 2016**

Pour le président et par délégation,
Le directeur général des services

Laurent MANTEAU



Acquitté en PREFECTURE le 31/03/2016



DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES
PUBLIQUES DE VAUCLUSE
SERVICE FRANCE DOMAINE
Cité administrative – Avenue du 7^{ème} Génie
CS 90043
84098 AVIGNON CEDEX 9

Affaire suivie par : Alexia GRUSON-DAVID

COURRIEL : alexia.gruson-david@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 04 90 80 41 46

Avignon, le 11 septembre 2015

COVE
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
CS 30085
84203 CARPENTRAS CEDEX

CONTROLE DES OPERATIONS IMMOBILIERES SUR LA VALEUR VENALE

VENTE AMIABLE

Dossier n° 2015-031V0959

1 - Propriétaire : La COVE

2 - Date de réception de la demande d'avis : 7 septembre 2015

3 - Opération soumise au contrôle (Objet et but) : Demande d'actualisation de l'estimation des bâtiments A1 et A2 du marché gare afin de prendre en compte le coût de réfection générale de la toiture, dans le cadre d'un projet de vente aux occupants.

4 – Situation et description sommaire :

Commune : CARPENTRAS – Marché Gare

Références cadastrales : Parcelle BK n° 886 (94.261 m²)

Les bâtiments A1 et A2 sont des bâtiments à usage d'entrepôts construits en 1992 en moellons et bardage métallique. Toiture en éverite. Charpente métallique. Portail en aluminium. Sol béton.

L'état de la toiture de ces entrepôts nécessite une réfection générale estimée à 150.000 €.

a) Le bâtiment A1 est occupé par la société VIA NATURE ayant une activité de grossiste et d'expéditeur en fruits et légumes bio.

Il est composé :

- en rez-de-chaussée d'un entrepôt avec bureaux d'une surface réelle de 1.029 m² (pondération 1, SUP 1.029 m²),
- à l'étage d'une mezzanine avec un petit bureau servant essentiellement de stockage d'une surface réelle de 630 m² (pondération 0,60, SUP 378 m²),
- d'un frigo d'une surface réelle de 186 m² (pondération 1, SUP 186 m²),
- d'un quai de déchargement de 160 m² (pondération 0,15, SUP 24 m²).



Acquitté en PREFECTURE le 31/03/2016

Au regard de l'activité exercée par VIA NATURE, la mezzanine ne permet de stocker que de l'emballage.

Pour le stockage de fruits et légumes, cette mezzanine ne porte pas assez de poids. En effet, elle ne supporte que 600 kg au m².

Pour le stockage de produits secs, elle n'est pas assez haute.

Il a été précisé lors de la visite que le frigo a été installé par l'occupant.

Dans la mesure où la mezzanine est d'une utilité réduite pour l'occupant, il est proposé de revoir sa pondération en la réduisant à 0,10, d'où une surface utile pondérée réduite à 37,8 m².

La SUP totale du bâtiment A1 est donc de 1.276,80 m² arrondie à 1.277 m².

b) Le bâtiment A2 est occupé par la société LOURDIN.

Il est composé :

- d'un entrepôt et d'un bureau pour 614 m² (pondération 1, SUP de 614 m²),
- de frigos pour 266 m² (pondération 1, SUP de 266 m²),
- et d'un quai de déchargement pour 175 m² (pondération de 0,15, SUP de 26,25 m²).

Il n'y a pas de mezzanine dans ce bâtiment.

La SUP du bâtiment A2 est donc de 906 m².

5 - Réglementation d'urbanisme :

- PLU de la commune de CARPENTRAS
- Zone : UE

6 - Situation locative : Bâtiments A1 et A2 occupés

7 - Origine de propriété : Acte du 11 avril 2013

8 - Conditions de la vente : Projet de vente amiable aux occupants des bâtiments.

9 - Valeur vénale de l'immeuble ou du droit cédé :

Les prix de vente négociés de 395.000 € pour le bâtiment A1 et de 305.000 € pour le bâtiment A2 du marché gare de Carpentras sont conformes au marché et n'appellent donc pas d'observations.

10 - Clauses particulières :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation du service France Domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans le délai de dix-huit mois ou si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer.

La présente évaluation a été effectuée en fonction des données du marché sans tenir compte des coûts éventuels d'enlèvement de l'amiante ou du plomb ainsi que de la destruction de termites ou autres insectes xylophages.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès de la Direction Départementale des Finances Publiques de Vaucluse.

En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
Le Responsable du Service



Jean-Pierre SALVADOR

Acquitté en PREFECTURE le 31/03/2016

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN
CADASTRAL (DGSP)

Corporate

[illegible]

100

Estados Unidos : 12000

Date de l'élection : 16/12/2015

Data de Emissão : 16/12/2016

(Art. 25 du décret n° 55 471 du 30 mai 1955)

1. *What is the purpose of the study?*
 2. *What are the research questions or hypotheses?*
 3. *What is the study design?*
 4. *What are the variables?*
 5. *What are the data sources?*
 6. *What are the data collection methods?*
 7. *What are the data analysis methods?*
 8. *What are the results?*
 9. *What are the conclusions?*
 10. *What are the limitations?*
 11. *What are the implications?*
 12. *What are the future research directions?*

C-27 **Indica un plan d'investici6n cu de b6n6n6n, d6n cu**

Member Activities

For information contact us at 1-800-4-A-RENTAL

Journal of Management Inquiry 22(1) 3-17
© The Author(s) 2013
Reprints and permissions: sagepub.com/journalsPermissions.nav
DOI: 10.1177/1056492613500901
<http://jmi.sagepub.com>

100

AGENCY: Dept. of Health

Date: 15/12/2015

Elements:

1

1

Figure 10.10 The cost of capital for a firm with a 10% debt-to-capitalization ratio.

THE

[illegible]

Acquitté en PREFECTURE le 31/03/2016